ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

Démétre P. Stasinos
Education spécialisée en Grèce

Michalis Spourdalakis
Towards an Understanding of Greek Politics

René-Claude Bondoux
Paysages de Macédoine

Documentation
a) On the Cyprus Question
b) On Greece's Return to NATO

Vol. II, No. 2, Automne / Autumn 1984

2

ÉTUDES HELLÉNIQUES / HELLENIC STUDIES

ÉTUDES HELLÉNIQUES/HELLENIC STUDIES

Directeurs/Editors

Stephanos CONSTANTINIDES
Université du Québec
à Montréal

Leonidas BOMBAS
McGill University
(PhD. Candidate)

Comité de Rédaction/Editorial Board

Michel LAFERRIÈRE	McGill University
Jacques BOUCHARD	Université de Montréal
George KOURVETARIS	Northern Illinois University
Jean CATSIAPIS	Université de Paris X

Published twice a year (Spring-Autumn) and affiliated with the Centre of Hellenic Research.

Articles for publication, books for review, general correspondence and subscription orders should be addressed to HELLENIC STUDIES, 5582 Waverly Street, Montréal, Québec H2T 2Y1. Single copies and back issues may also be obtained from this address. HELLENIC STUDIES is an interdisciplinary, bilingual (French-English) journal devoted to the study of issues prevailing among Greeks in Greece and Greek communities abroad.

Subscription rates/Frais d'Abonnement:	One Year/Un an
Étudiants/Students	$10.00
Individuals/Particuliers	$12.00
Institutions	$17.00

Revue publiée deux fois par an (Printemps-Automne) et affiliée au Centre de Recherches Helléniques.

Tous les articles, les recensions et la correspondance générale doivent être adressés aux Études Helléniques, 5582 Waverly, Montréal, Québec, H2T 2Y1. Pour les abonnements, les informations, pour tout numéro courant ou ancien de la revue, on est prié de s'adresser aux Études Helléniques à l'adresse ci-dessus.

Études Helléniques est une revue interdisciplinaire bilingue (français-anglais) consacrée à la recherche: elle a pour objet l'étude de l'hellénisme tant de la Grèce que de la diaspora.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
4e trimestre 1984

ISSN 0824-8621

Copyright © 1984 Études Helléniques/Hellenic Studies

TABLE DES MATIERES / TABLE OF CONTENTS

ARTICLES

Education Specialisee en Grece: Evolution Historique et Perspective d'Amelioration	Demetre P. Stasinos	7
Towards an Understanding of Greek Politics	Michalis Spourdalakis	31
Paysages de Macedoine	Rene-Claude Bondoux	59
Issues and Developments on the Cyprus Question	Documentation	67
On Greece's Return to NATO	Documentation	78

ACTIVITES ACADEMIQUES / ACADEMIC ACTIVITIES

Research Note

Bibliography

LIVRES RECUS/BOOKS RECEIVED

Nous tenons à remercier l'Association Culturelle Helléno-Québecoise pour son aide financière qui nous a permis de publier le no.2,Vol.I.

EDUCATION SPECIALISEE EN GRECE: EVOLUTION HISTORIQUE ET PERSPECTIVE D'AMELIORATION

Demetre P. Stasinos*

Abstract

This article reviews special education in Greece, examining separately each type and form of handicap. For the past fifty years, practically all cases of the "special" child have been dealt with, especially so due to the initiative of private sector. However, and for various reasons, these efforts have not been successful and seem to be insufficient when compared to the needs of the total population requiring special education. Scientific bibliography in this area is lacking, while hardly any effort has been made to include educational practice at Greek special schools in research activities. In order to improve this situation, some proposals have been made as to how to approach the problem realistically.

Résumé

L'auteur effectue une revue de l'enseingement specialisé en Grèce et s'occupe séparément de chaque genre de handicap ou/et particularité. Les cinquante dernières années, on prit soin de presque tous les cas de l'enfant "special" en Grèce, en particulier grace a l'initiative privée. Cependant, ces tentatives n'ont pas eu de succès pour des raisons differentes et semblent être insuffisantes par rapport aux besoins de l'ensemble de la population spéciale scolaire de notre pays. La bibliographie scientifique dans ce domaine est aussi très pauvre, tandis que des sujets sur la pratique éducative aux écoles specialisées grecques sont presque inexistants de toute activité de recherche. Quelques propositions pour une approche réaliste du problème ont été faites enfin d'ameliorer cette situation.

Introduction

L'éducation spéciale en tant que domaine de recherche scientifique et en tant que forme concrète de la pratique therapeutique et éducative a marqué pendant les dernières décennies une évolution considérable dans les pays développés.

*Université de Jannina
- Grèce

Les efforts des gouvernements pour obtenir la plus grande valorisation du facteur humain a la procédure productive ont poussé les specialistesà étudier systématiquement et en profondeur, parmi d'autres, des individus qui, pour des raisons différentes, présentaient des traumatismes de l'âme ou une insuffisance avec des consequences défavorables pour leur placement social et professionnel.

L'étude de ce domaine n'a pas une tradition importante en Grèce et part conséquent elle se trouve parmi les pays qui ont a présenter très peu de choses sur l'enfant "spécial". La particularité de la situation sociale, économique et politique du pays, surtout au cours des 40 dernières années (guerre civile, gouvernements successifs de la droite conservatrice, dictature, etc.) l'absence d'une politique unitaire administrative et d'une déontologie scientifique dans ce domaine, l'insuffisance en personnel spécialisé, l'absence d'une statistique officielle sur l'étendue du problemechez nous, ainsi que le grand prejugé des parents (Stassinos, 1982) mais aussi du publique en general (Paraskevopoulos, 1971) pour l'enfant handicapé, composent les causes les plus profondes qui ont conduit notre pays a cet état.

Cette étude a pour but de décrire le domaine éducoscientifique de l'enfant "special" tel qu'il a été développé en Grèce, en particulier après la seconde guerre mondiale, de souligner le vide et les problèmes présentes et de proposer des mesures afin de les affronter.

Le thème de l'étude était le suivant: l'éducation thérapetique-éducative de l'enfant et de l'adolescent "spécial" en Grèce est sous-estimée, mais aussi insuffisante par rapport aux besoins de la totalité de ces personnes dans notre pays.

Notre information bibliographique sur ce domaine ainsi que nos expériences personnelles des unités récentes, aux établissements et écoles analogues en Grèce, nous ont offert le matériel nécessaire pour cette étude.

I. PROTECTION ET EDUCATION DE L'ENFANT "SPECIAL" EN GRECE

1. Intelligence Insuffisante

Le premier effort de l'Etat pour l'éducation systématique des enfants et des adolescents mentalement handicapés en Grèce, a été fait in 1937 avec la création par le Ministère de l'Education de l'Ecole Experimentale et Speciale d'Athènes a Kessariani. Son but consistait a devenir la pépinière pour préparer et spécialiser des instituteurs pour ces personnes et en même temps devenir le noyau model pour la fondation d'autres écoles identiques dans notre pays. Dès le debut de son organisation et de son

fonctionnement une série d'obstacles s'est présentée, en particulier la position négative des parents envers leur enfant handicapé et la non-acceptation du role bénéfique envers lui. Sa capacité au début s'élevait à 60 élèves environ, des plus basses couches sociales, lesquels à cause de l'hétérogénéité de leur âge et de leurs connaissances scolaires ont été séparés en quatre degrés d'une durée de deux ans chacun (Imvriotis, 1939). Sa contribution a l'œuvre éducative spécialisée de notre pays fut sans aucun doute importante, parce qu'elle fut l'étincelle pour une problématique analogue et un intérêt général des pédagogues contemporains. Son fonctionnement continue même de nos jours et aide dans la pratique à former les instituteurs qui se spécialisent dans ce domaine.

Après 1950 s'est manifesté par l'initiative privée, un mouvement scientifique sérieux er mur aux resultats bénéfiques pour l'éducation protectrice des enfants handicapés. **La Societé Grecque de l'Hygiène Psychique et de la Neuropsychiatrie de l'Enfant** a été fondée en 1954 et en 1956 la **Section de l'Hygiene Psychique** de l'Etablissement National de Jeunesse. Cette dernière a été secourue par un Centre Médico-éducatif auquel a été adjoint un département spécial pour la thérapie et l'éducation de l'enfant. De ce mouvement sont partis les premiers centres médico-pédagogiques, comme celui de la société culturelle "Athineon", "Lumière Grecque", de la Polyclinique d'Athènes, de la fondation de l'Etablissement Michalinion, etc. Ces centres furent les pôles d'attraction mais aussi de collaboration des premiers spécialistes sur des sujets concrets et spéciaux de la pratique thérapeutique.

L'initiative privée piqua l'intérêt de l'Etat dans ce domaine, qui se manifesta par la création de **l'hopital Neuropsychiatrique des Enfants Mentalement Handicapes de Pendeli,** auquel s'ajouta une section spéciale pour enfants mentalement handicapées. Simultanément, le Ministère de l'Education étudie la création d'écoles spéciales, tandis que le Centre des Bourses de l'Etat proclama le premier concours d'études spéciales sur l'éducation thérapeutique a l'étranger. Des écoles semblables ont été aussi fondées dans des centres philanthropiques, que l'initiative privée, en collaboration avec le Ministère de la Securité Sociale encourage. Les centres qui fonctionnent encore aujourd'hui sont:

a) **L'Etablissement de la Protection de l'Enfant Inadapté,** "La Sainte Vierge". Il a été fondé on 1954 et fonctionne à partir de 1961 a Agioi Anargyroi en Attique; Il comprend un département médico-pédagogique, une école maternelle et primaire spéciales, un département pédagogique ainsi que des ateliers professionnels. Pendant l'année scolaire 1981-82, 320 élèves ont suivi ses cours tandis que son personnel scientifique s'éleva a 65 personnes. Cette unité qui possède aussi un pensionnat pour enfants aux cas spéciaux, contribua (et contribue) par son œuvre à une large

Les efforts des gouvernements pour obtenir la plus grande valorisation du facteur humain a la procédure productive ont poussé les specialistesà étudier systématiquement et en profondeur, parmi d'autres, des individus qui, pour des raisons différentes, présentaient des traumatismes de l'âme ou une insuffisance avec des consequences défavorables pour leur placement social et professionnel.

L'étude de ce domaine n'a pas une tradition importante en Grèce et part conséquent elle se trouve parmi les pays qui ont a présenter très peu de choses sur l'enfant "spécial". La particularité de la situation sociale, économique et politique du pays, surtout au cours des 40 dernières années (guerre civile, gouvernements successifs de la droite conservatrice, dictature, etc.) l'absence d'une politique unitaire administrative et d'une déontologie scientifique dans ce domaine, l'insuffisance en personnel spécialisé, l'absence d'une statistique officielle sur l'étendue du problemechez nous, ainsi que le grand prejugé des parents (Stassinos, 1982) mais aussi du publique en general (Paraskevopoulos, 1971) pour l'enfant handicapé, composent les causes les plus profondes qui ont conduit notre pays a cet état.

Cette étude a pour but de décrire le domaine éducoscientifique de l'enfant "special" tel qu'il a été développé en Grèce, en particulier après la seconde guerre mondiale, de souligner le vide et les problèmes présentes et de proposer des mesures afin de les affronter.

Le thème de l'étude était le suivant: l'éducation thérapetique-éducative de l'enfant et de l'adolescent "spécial" en Grèce est sous-estimée, mais aussi insuffisante par rapport aux besoins de la totalité de ces personnes dans notre pays.

Notre information bibliographique sur ce domaine ainsi que nos expériences personnelles des unités récentes, aux établissements et écoles analogues en Grèce, nous ont offert le matériel nécessaire pour cette étude.

I. PROTECTION ET EDUCATION DE L'ENFANT "SPECIAL" EN GRECE

1. Intelligence Insuffisante

Le premier effort de l'Etat pour l'éducation systématique des enfants et des adolescents mentalement handicapés en Grèce, a été fait in 1937 avec la création par le Ministère de l'Education de l'Ecole Experimentale et Speciale d'Athènes a Kessariani. Son but consistait a devenir la pépinière pour préparer et spécialiser des instituteurs pour ces personnes et en même temps devenir le noyau model pour la fondation d'autres écoles identiques dans notre pays. Dès le debut de son organisation et de son

propos des recherches et des programmes dans ce domaine sans qu'on y remarque pour autant un changement essentiel. Ainsi le problème dont hérita le premier gouvernement de notre pays après la chute de la dictature, resta non seulement insoluble et pressant mais aussi prit des dimensions plus grandes à cause des maniements sans programme et sans but des gouvernements de la dictature.

L'Assemblée nationale grecque établit en 1974, pour la première fois dans l'histoire grecque les "droits de l'enfant handicapé". Simultanément, le gouvernement, par des mesures administratives et législatives, entreprit de les mettre en pratique. Durant l'été 1975 a été créé au Ministère de l'Education la première "Commission d'Etudes de Programmes de l'Education Spéciale" a laquelle participaient des scientifiques spécialisés et des membres du ministère. Son œuvre consista à tracer les premiers buts du programme qui nécessitait un règlement législatif immédiat et de composer le plan d'une loi sur l'enseignement spécial, formation professionnelle et l'occupation des enfants et adolescents handicapés chez nous. Grâce à ses propositions, on institua très vite:

a) La prolongation à partir de l'année académique 1975-76 de l'enseignement spécial des instituteurs d'une année à deux ans, tandis qu'en même temps son programme était enrichi par d'autres matières spéciales qu'ont été invités à suivre tous ceux qui avaient été formés auparavant.

b) Le Bureau de l'Enseignement Spécial a été transformé en **Direction de l'Education Spéciale** et il a été organisé en départements pour la solution immédiate et meilleure des problèmes dans ce domaine.

c) L'institution de l'inspecteur spécial a été imposée.

La première phase de l'élaboration du plan de la loi se termina en décembre 1975. Le mois suivant a été constitué le second group d'études ayant pour but l'élaboration finale. La loi a été votée par l'Assemblée cinq ans après (Loi 1143/1981) et elle constitue le cadre constitutionnel de l'Enseignement Spécial dans notre pays. Elle reflète en même temps les tensions actuelles dans ce domaine et elle comprend des éléments réels qui prescrivent des possibilités et des perspectives pour des solutions satisfaisantes et fécondes du problème. Selon ses articles:

a) Est accordée par l'Etat l'éducation spéciale au niveau de l'enseignement maternel, primaire ainsi que celui de la formation professionnelle a tous les enfants handicapés, selon le genre et le degré de leur handicap.

b) Le temps des études a été limité comme obligatoire aux

écoles spéciales de l'âge de 6 ans jusqu'à 17 ans; dans certains cas on peut même le prolonger au-delà de cet âge.

c) On parle de la composition des programmes spéciaux selon le cas ainsi que les facteurs qui établiront le diagnostic.

d) On confie au Ministère de l'Education la responsabilite exclusive des sujets de l'enseignement spécial, de l'expérience pratique professionnelle et de la pratique diagnostico-conseillière.

D'ailleurs celui-ci peut collaborer sur des sujets particuliers avec d'autres ministères comme celui du Travail, de la Justice, de la Santé, de la Sécurité Sociale, etc.

e) On coordonne l'activité des différentes sections de l'enseignement spécial par la création au Ministère de l'Education d'un "Conseil de Coordination de l'Education Spéciale".

f) On crée selon les professions des emplois de personnel -- d'enseignement et d'assistance (213 emplois sont prevus) -- et on prend soin de sa spécialisation et formation.

g) On prévoit une prime spéciale pour attirer le personnel enseignant dans les écoles spécialisées.

h) On crée quatre postes d'inspecteurs spéciaux ayant comme fonction principale la coordination des essais pour une organisation plus rentable et le fonctionnement de toutes les écoles du pays. Cette institution commenca à fonctionner il y a deux ans environ, par la nomination des inspecteurs à ces postes, lesquels ont été pourtant supprimés par la loi 1304/1984; celle-ci introduit, pour la première fois en Grèce, le statut de **Conseiller scolaire** dans l'Enseignement Général. Son travail est l'orientation scientifique et pédagogique, la participation à la valorisation et à la formation des enseignants ainsi que l'encouragement et toute tentative pour la recherche scientifique dans le domaine de l'enseignement général, celui de l'enseignement secondaire et technico-professionnel. Dans le domaine de l'éducation spéciale on prevoit 8 postes de conseillers identiques.

i) L'intégration professionnelle des personnes handicapées devient une réalité en appliquant quelques lois antérieures et en particulier la loi 963/1979.

Des statistiques officielles sur le véritable nombre des enfants et adolescents mentalement handicapés sont presque inexistantes. C'est d'ailleurs le cas avec d'autres cas d'infériorité que nous mentionnerons ci-dessous. Leur calcul est forcément fait grâce aux statistiques des pays étrangers. Selon de telles statistiques le pourcentage de la fréquence du phénomène atteint le 2,3 % de la population scolaire (U.S. Office of Education, 1975). Donc, chez nous ou cette population s'éleve a 1.740.000 a peu près

(recensement de 1981-contact personnel avec le Ministère de l'Education) on doit avoir au moins 40.000 personnes mentalement handicapées d'âge scolaire. Parmi ces personnes, 33.120 sont éducables (pourcentage 82,8 %), 5.120 susceptibles de recevoir un entraînement (pourcentage 12,8 %) et 1.760 idiots (pourcentage 4.4 %).

Selon les éléments du Ministère de l'Education, pendant l'année scolaire 1981-82, dans notre pays, ont d'ailleurs fonctionné 65 écoles -- publiques et privées -- spécialisées, auxquelles se sont inscrits 1.662 éducables, c'est-à-dire un pourcentage de 5 % de la totalité des enfants appartenant à cette catégorie (Voir tableaux 1 et 3).

Presque toutes les écoles spécialisées publiques en Grèce coexistent avec les ordinaires. On y pratique aussi le programme analytique rédigé, il y a dix ans environ (1974) par le Ministère de l'Education, lequel n'a pas encore éte renouvelé. C'est ce programme qui détermine les buts de l'éducation, des enfants, et les matières qui doivent être enseignées. Il prévoit encore la division en quatre niveaux, **préparatoire, inférieur, moyen et supérieur.** Le premier vise aux organes des sens, à l'intelligence, au langage , au développement affectif et social de l'enfant, le deuxième et le troisième à la prestation des connaissances scolaires élémentaires et le quatrieme a la systématisation des ces connaissances et a l'information professionnelle. On y utilise aussi les manuels de l'école ordinaire.

2. Motricité insuffisante

Dans notre pays c'est au début des années 20 qu'on a fait les premiers efforts pour circonscrire le problème des enfants qui ont une motricité insuffisante et en particulier une paralysie cérébrale. L'Etablissement Patriotique (P.I.K.P.A.) qui s'occupe de la mère et de l'enfant en Grèce, a créé en 1923 a la clinique pédiatrique "Charles" a Athènes, une maison spéciale pour l'éducation thérapetique de l'enfant souffrant de troubles moteurs. Le secteur privé en collaboration avec l'établissement "Moyen-Orient" fonda aussi **"La Société Grecque de la Protection et de la Réhabilitation des Enfants Handicapés (E.L.E.P.A.A.P.).** Son programme thérapeutique pour bébés et enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, couvre toutes les formes de handicaps enfantins. Elle possède un centre de diagnostic, des salles de thérapie, une section psyco-pédagogique, un service social et un laboratoire orthopédique. La société fonctionne encore aujourd'hui à Pangrati, à Athènes, encadrée par trois écoles spécialisées et un presonnel scientifique et éducatif correspondant. Ses annexes se trouvent à Thessalonique, à Hania et à Jannina. En 1948 fonctionna **l'Etablissement du Travail Social** ayant comme but l'application des principes du travail social et la création de programmes pour

l'amélioration du développement physique et mental de l'ensemble social.

L'organisation médico-sociale des enfants souffrants d'une paralysie cérébrale commença chez nous au milieu des années 50 environ. L'Etablissement Patriotique (P.I.K.P.A.) fonda en 1954 le **Centre Réhabilitation des Enfants Handicapés de Voulas** en Attique lequel fonctionne aujourd'hui avec trois cliniques. Il possède presque toutes les sections de ELEPAAP qui sont encadrées par des départements d'orientation professionnelle (Apostolopoulos, 1975). Le Centre du Travail social créa en 1973 le **Centre de Réhabilitation des Enfants Spastiques,** à Philothéi, en Attique. Son programme, adapté aujourd'hui aux besoins et au rythme du développement de l'enfant, vise à l'amélioration du système moteur, au développement mental, a la matûrité affective ainsi qu'à sa socialisation. La même année fut aussi créé la **Société de la Protection des Spastiques** ayant comme principale but la création d'une unité modèle pour enfants spastiques, la formation d'un personnel à cette spécialisation, l'organisation de séminaires éducatifs, la bonne information du publique sur ces enfants ainsi que l'organisation de leurs divertissements.

La fréquence moyenne des enfants de motricité insuffisante se situe à 0,5 % de la population scolaire (U.S. Office of Education, op. cit.) et des spastiques en particulier à 0.15 % de cette population (Cruickshank, 1976B). Par consequent en Grèce on doit avoir 8.700 enfants environ avec des troubles moteurs dont 2.610 enfants spastiques.

Selon les statistiques du Ministère de l'Education, pendant l'année scolaire 1981-82, ont fonctionné 8 écoles spécialisées publiques que 181 élèves de cette catégorie ont frequenté, c'est-à-dire en pourcentage de 2,1 % de l'ensemble. (Voir tableaux 1 et 3).

3. Sourds-muets

L'effort du secteur privé pour la protection des sourds-muets commença en Grèce in 1907 par la création de la **Maison des Sourds-Muets Har. et Hélène Spiliopoulou.** La première école spécialisée pour ces enfants a été créé en 1923, par l'organisation "Moyen-Orient" laquelle fonctionna d'abord a Athènes et ensuite à Syros jusqu'en 1932. C'est alors qu'a été créé a Athènes la Maison Nationale des Sourds-Muets avec une école annexe à Kalithéa, laquelle a fusionné avec l'école de Syros. Les élèves apprenaient à parler correctement, ils s'exerçaient à la lecture au moyen des lèvres et se formaient professionnellement. L'établissement ne put cependant fonctionner normalement pour des raisons techniques. En 1937, grâce à la fusion de deux

maisons, a été créé **l'Etablissement National de la Protection Sourds-Muets - Maison d'Athènes de Har. et Hélènes Spiliopoulou,** qui a été construit selon les modèles anglo-français. Son but était de créer des écoles et des ateliers professionnels pour l'approche efficace du problème de l'éducation élémentaire, de la formation technique et de l'occupation productive des Sourds-Muets. Leur enseignement a été fondé sur la **méthode orale**,* la lecture au moyen des lèvres et l'éducation acoustique. L'etablissement ne réussit pourtant pas à aboutir à des résultats important dans ce domaine, car le bâtiment privé a été transformé pendant la deuxième guerre mondiale en hôpital , lequel fonctionna ainsi jusqu'en 1960 environ. Il créa 5 annexes -- qui fonctionnent aussi bien le jour que le soir -- dans cinq villes grecques; ces annexes continuent à fonctionner aujourd'hui tandis que l'établissement a collaboré avec d'autres établissements pour la formation technique de quelque-uns de ses élèves qui avaient fini leurs études. En 1956 a fonctionné à Athènes **l'Ecole Spéciale Modèlepour Enfants Sourds et Souffrant d'Ouie-dure,** dont la contribution sur des sujets éducatifs fut (et est) prodigieuse. En 1965, a été créé un lycée pour ces enfants, lequel fonctionne jusqu'à nos jours avec succès.

La fréquence de ce phénomène est situé a 0,575 % sur l'ensemble des élèves et à 0,075 % pour les sourds et à 0,5 % pour les enfants ayant des problèmes d'ouie (total général 10.005).

Des statistiques du Ministère de l'Education il apparaît que pendant l'année scolaire 1981-82 ont fonctionné 14 écoles specialisées -- publiques et privées -- où 604 enfants de cette catégorie ont suivi des cours, c'est-à-dire un pourcentage de 6,03 % de l'ensemble (Voir tableaux 1 et 3).

4. Troubles de la vue

Le mouvement pour la protection des aveugles commença en Grèce en 1906, avec la création, par le secteur privé de la **Maison des Aveugles** à Kalithéa, en Attique. Elle avait pour but de soigner, d'éduquer et de former professionnellement des enfants aveugles de toute la Grèce. Dans cet établissement on enseignait l'écriture et la lecture par le systèmeBraille lequel a été reconnu comme l'alphabet officiel pour l'éducation des aveugles chez nous (Herder, 1967). Cette maison fonctionne aujourd'hui comme **Centre d'Enseignement et de Réhabilitation des Aveugles.** En 1937 a été fondé la **Confédération Panhellénique des Aveugles** ayant pour but leur réconfort matériel et moral. Elle éditait le journal mensuel "La Tribune des Aveugles" tandis que parallèlement elle créait des écoles où étaient enseignées les connaissances fondamentales et où l'on s'exerçait à la musique et à l'artisanat. En 1938 a été créé le **Comité des Amis des Aveugles** pour la protection et la réhabilitation des filles aveugles (de 18 à 28 ans). En 1946 fut créé le **Phare des Aveugles en**

* ayant comme principaux éléments la prononciation,

Grece qui visait a la rédaction et à l'application des programmes pour leur formation professionnelle et leur occupation ainsi qu'à l'information du publique sur leurs problèmes. Plus tard commença à fonctionner une imprimerie où étaient édites des brochures et des livres de musique en écriture Braille, tandis qu'en 1956 a été créée une école de téléphonistes pour ces personnes. Aussi bien l'imprimerie que l'école des téléphonistes fonctionnent encore aujourd'hui avec succés. Depuis 1950, fonctionne **l'Ecole des Aveugles de la Grèce du Nord** avec presque les mêmes conditions que la **Maison des Aveugles** à Athènes. Elle possède une section pour enfants aveugles avec un handicap mental, une section de musique et d'enseignement technique ainsi qu'une école primaire. La même année a été créée à Sépolia, en Attique, **l'Ecole Agricole et Technique des Aveugles** visant a leur formation technique et à leur emploi dans des entreprises agrico-artisanales et industrielles des campagnes et des centres urbains. Aujourd'hui elle fonctionne comme **Centre d'Adaptation et de Réhabilitation des Jeunes Aveugles** (16 à 35 ans) visant à leur intégration sociale. Depuis le début des années 60 fonctionne une **Bibliothèque de prêt aux Aveugles** à Pangrati où est éditée la revue "Candélabre" et elle est encadrée par un pensionnat pour garçons et filles aveugles.

Le pourcentage de fréquence de ce phénomène est situé à 0,1 % de l'ensemble des élèves (U.S. Office of Education, op. cit). Par conséquent, en Grèce, on doit avoir 1740 enfants environ avec des troubles (sérieux ou légers) de la vue. D'ailleurs les statistiques du Ministère de l'Education montrent que pendant l'année scolaire 1981-82 ont fonctionné chez nous, trois écoles specialisées publiques où environ 68 élèves aveugles ont suivi des cours, soit un pourcentage de 3,9 % de l'ensemble (Voir tableaux 1 et 3).

5. Troubles du Langage

La première approche du problème des toubles du langage pendant l'enfance a été réalisée par l'instituteur Diamantaras (1906) par la publication d'un glossaire enfantin. Les premières informations sur les troubles de la voix et de la prononciation nous sont données par Kalogherikos (1925) tandis que les bases de la thérapie du langage posées par Karadinos (1937) sont fondées sur la phonétique néohellénique et sur les enseignements de l'école classique allemande. Ce dernier enseigna l'éducation de la parole aux instituteurs formés après leur licence (1935-37), organisa en 1938 une classe de thérapie du langage a l'école specialisée de Kessariani et donna plus tard une série de conférences sur ce sujet à la société culturelle "Athinéon" (1955-56).

Cependant vers la fin des années 50, alors que dans d'autres pays le problème etait étudié scientifiquement, en Grèce certains pédagogues éclairés, commençaient à peine à en soupçonner

l'existence. Ce problème occupa systématiquement, ces dernières décennies, Kalantsis, un pédagogue spécialisé qui avait une longue expérience, une formation théorique ainsi qu'une activité d'ecrivain. Dans ses etudes (1958) il a décrit avec des éléments scientifiques les troubles du langage pendant l'enfance et les a caratérisés comme "une des problèmes pressants et cruciaux de la civilisation de notre pays" (p. 104). Il enseigna aussi pendant huit ans environ (1970-1977) l'éducation du langage aux instituteurs formés après leur licence à l'éducation spécialisée, à l'Ecole Normale Maraslio et il donna parallèlement, invité par différentes associations et organisations scientifiques, des conférences sur ce sujet mais aussi sur l'éducation specialisée en général.

Bien que ces dernières années les incidents dans les centres médico-pédagogiques du pays se soient de plus en plus aggravés, comme le montrent, du moins, leurs rapports annuels, on n'a pas abordé le problème des enfants ayant des troubles du langage d'une façon systématique. Certaines classes spécialisées ou sections de l'éducation du langage ont fonctionné bien sûr dans quelques établissements ou écoles que nous avons mentionnés ou encore dans quelques écoles spécialisées privées, en pratticulier en Attique, avec un personnel spécialisé ou non, sur ce sujet.

La fréquence de ce phénomène s'élève à 3-5 % du nombre total des élèves (U.S. Office of Education, op. cit.). Analytiquement, on compte que les troubles de la prononciation qui sont les plus fréquents (Perkins, 1971) touchent le 1-3 % de la population scolaire (Hallahan et Kauffman, 1978). D'autre part, les troubles concernant la voix s'élèvent a 1-2 % de cette population (Gillespie et Cooper, 1973; Milisen 1971). Par conséquent, chez nous, il doit y avoir environ 60.900 enfants avec des troubles pareils dont 26.100 pour la prononciation et 17.400 pour la voix. (Voir tableau 3).

Des recherches faites en Grèce, ont d'ailleurs démontré que la fréquence de ces cas s'élevait de 3,5 % (Saroglou, 1950) à 10,2 % (Hassapis, Kassimos et Papageorgiou, 1973).

6. Troubles du Comportement

Selon la loi 1143/1981, les personnes considérées comme ayant des troubles du comportement sont les pensionnaires des établissements spécialisés qui présentent des problèmes affectifs et un handicap social, les mineurs que le tribunal envoie dans un établissement thérapeutique, les écoliers inadaptés ou immatures ainsi qui ceux qui pour n'importe quelle raison présentent des troubles de la personnalité.

Le premier pas, dans notre pays, pour aborder des enfants avec des troubles du comportement a été fait en 1918, par la création a Athènes de deux établissements de l'Assistance Civile

pour garcons et filles, auxquels s'ajoutaient une école primaire et des ateliers pour leur éducation technique. En 1930 a été créée la **Société de la Protection des Mineurs** qui existe encore aujourd'hui et qui s'occupe des personnes (jusqu'à l'âge de 18 ans) qui sortent des prisons et leur facilite l'intégration socio-professionnelle. Avec le temps et en application des lois récentes, ont été créés d'autres établissements semblables, en particulier en Attique, lesquels aujourd'hui dépassent les 10 (Tsimpoukis, 1976) et qui sont contrôlés par les Ministères de la Justice et de l'Education sur les sujets d'administration et de la pratique éducative.

La fréquence des enfants à problèmes s'élève de 1 % à 30 % de la population scolaire, selon l'âge et les critères utilisés pour définir les troubles du comportement (Morse, 1975). D'autres statistiques élèvent le pourcentage à 2 % du total des enfants (U.S. Office of Education, op. cit.). Ceci signifie que dans notre pays on doit avoir au moins 35.000 enfants appartenant à cette catégorie. D'autre part les données statistiques du Ministère de l'Education montrent que pendant l'année scolaire 1981-82 ont fonctionné en Grèce 4 écoles spéciales publiques pour enfants à problèmes avec 54 personnes, soit un pourcentage de 0,15 % du total. (Voir tableaux 1 et 3).

7. Créativité - Intelligence Supérieure

L'éducation des enfants doués de possibilités créatrices ou bien d'une intelligence supérieure et d'habilités était (et l'est toujours) un sujet presque hors toute programmation et hors de toute pratique éducative en Grèce. L'application d'un programme analytique, fondé sur une seule base pour toutes les écoles du pays (séparément pour les écoles de l'enseignement primaire et secondaire) et sans comprendre aucun élément d'enrichissement et d'accélération de l'éducation, ainsi que le manque de liberté de notre système éducatif, lequel étouffe la spontanéite de l'élève, réduit au silence le dialogue, surcharge sa mémoire et élargit la crise éducative, composent sans aucun doute les raisons les plus fondamentales qui sont derrière cette politique éducative en Grèce.

Sont presque inexistantes les écoles spécialisées ou les classes pour des enfants d'une intelligence supérieure dans notre pays. Les collèges d'Athènes et de Thessalonique qui reçoivent des enfants, en particulier des classes sociales supérieures et qui possèdent, par comparaison aux autres écoles communes, une meilleure structure scientifique, matérielle et technique n'escomptent pas d'ailleurs l'exclusivité de se considérer comme des écoles pour les enfants intelligents. D'autre part, les lycées pilotes qui fonctionnent dans l'enseignement secondaire à partir de l'année scolaire 1980-81, constituent plutot une falsification de

l'institution des écoles pilotes, car il leur manque le personnel bien choisi et la programmation nécessaire. D'ailleurs le choix des élèves ne se fait pas d'après des critères qualificatifs mais par tirage au sort du total des enfants qui ont terminé l'école primaire, indépendamment de leurs progrès scolaires ou bien de leurs possibilités mentales.

Des statistiques étrangères élèvent la fréquence du pourcentage des enfants d'une intelligence supérieure à 3 % environ de la population scolaire (Marland, 1972). Par conséquent en Grèce on doit avoir au moins 52.200 enfants intelligents qui finalement sont victimes de la stérilité et du conformisme politique éducatif de notre pays, avec des conséquences analogues aussi bien pour eux-mêmes que pour l'avenir de l'état en général.

II. La Bibliographie Scientifique sur l'éducation spéciale en Grèce

Dans notre pays la bibliographie scientifique sur l'enfant "spécial" est pauvre aussi bien sur des sujets concernant l'application pédagogique qu'en traduction en grec des oeuvres et des études rélatives, écrites à l'étranger.

D'un total de 76 oeuvres et de 310 articles que nous avions à notre disposition et qui d'après nous, représentent presque 20 % à 25 % du total de la bibliographie grecque dans ce domaine, la plupart d'entre eux (pourcentage de 78 % a 85 %) se rapportent aux troubles du comportement, a l'insuffisance mentale et aux troubles du langage des enfants. Les troubles de la vue et l'insuffisance de la motricité d'autre part, sont des sujets qu'on rencontre rarement (pourcentage jusqu'à 3 % environ). (Voir tableaux 4 et 5). En réalite, les oeuvres et articles, don l'original est en grec courvrent presque le 3/4 de la bibliographie (pourcentage 80-92 %). Suivent, en fréquence les traductions en grec des études étrangères (pourcentage 5-16 %) ainsi que les travaux, écrits en langue étrangère mais qui se rapportent à des sujets de l'enseignement grec (pourcentage jusqu'à 4 %). Pour ce qui concerne leur contenu thématique, en particulier la description (nature) et l'approche du problème, ils présentent une plus grand fréquence (pourcentage jusqu'à 87 % environ). Les diverses manières d'aborder le problème se situent d'avantage dans sa vision psychologique et pédagogique. La prévention du phénomène d'ailleurs se présente avec la fréquence la plus faible (pourcentage jusqu'à 3 %). (Voir tableau 5).

III. Conclusion - Propositions

D'après tout ce que nous avons rapporté, on arrive aux conclusions suivantes:

1. Le secteur qui a le plus poussé en avant l'approche du problème de l'enfant "spécial" en Grèce, est le **secteur privé.** Son intérêt s'est principalement orienté ver les enfants ayant un handicap physique peut-être pour des raisons dues a l'intense présence esthetique mais aussi au sérieux du problème, lequel exige une solution immédiate.

2. Le pourcentage de la fréquence du phénomène atteint environ le 8,9 % du total des enfants de notre pays. Parmi eux seulement le 1,7 %(*) sont hospitalisées dans les différents établissements ou dans les diverses écoles specialisées en Grèce; le cas le plus fréquent c'est le handicap mental et les troubles du comportement chez l'enfant. Par conséquent, au moins un 95 % des enfants suivent des cours dans des écoles normales ou bien restent dans leur famille avec ou sans diagnostic et peut-être sans recevoir d'éducation specialisée.

3. L'éducation pre-scolaire et l'hygiène psychique de l'enfant handicapé est presque inexistante chez nous.

4. La création, l'organisation et la programmation des écoles spécialisées n'ont pas une tendance déontologique et ne correspondent pas a la forme et au niveau de l'enfant handicapé.

5. Le personnel éducatif des écoles est très peu nombreux par rapport aux besoins prévus pour l'approche du problème mais aussi ayant une formation et très basse très inquiétante en spécialisation.

6. L'enseignement professionnel et l'intégration de l'enfant handicapé reste un problème insoluble et très urgent dans notre pays. Les efforts dans cette direction sont minimes et sans aucune programmation réaliste.

7. La biliographie relative grecque est très mince par rapport à ce qui est écrit sur l'enfant normal tandis que la recherche sur des sujets concernant la pratique spéciale éducative dans notre pays est presque inexistante.

Ces conclusions confirment la supposition du travail, formulé au début de notre étude, c'est-à-dire que l'éducation protectrice de l'enfant "spécial" en Grèce est tres élémentaire mais aussi insuffisante par rapport aux besoins de la totalité des enfants de cette catégorie. Pourtant, on croit que l'enseignement spécialisé dans notre pays peut s'améliorer, si l'on définit, aussi bien dans le secteur privé que publique, les buts immédiats et éventuels, par une pratique rationnelle et sous le prisme des besoins de l'enfant "spécial" ainsi que ceux de la société grecque en général.

Nos propositions dans cette direction sont les suivantes:

1. Qu'un **Programme de Contrôle sur la Santé de l'Enfant soi** établi, en sorte que la prévention et la thérapie des cas spéciaux dans notre pays soient assurées. Plus spécialement, le fonctionnement des centres otologiques est jugé indispensable pour le diagnostic immédiate des problèmes d'ouie de l'enfant.

2. Que le fonctionnement des **Centres médico-pédagogiques** soit étendu aussi aux autres départements du pays, en donnant une priorité immédiate aux centres universitaires provinciaux.

3. Que l'institution des **Centres Pre-scolaires de l'Hygiène de l'Enfant** s'établisse avec la possibilité de fournir gratuitement, au moins aux enfants pauvres, des prothèses auditives.

4. Que l'institution de l'éducation et de l'enseignement spécialisé fonctionne et s'établisse dans le privé, à domicile, pour les cas les plus sérieux des enfants handicapés.

5. Que la forme des **Commissions Provinciales et Urbaines de l'Enseignement Spécial** s'impose afin de décider de l'envoi (ou aussi sur la réhabilitation) de l'enfant vers la forme nécessaire de l'éducation et de l'enseignement ainsi que d'informer en même temps les parents sur ses problèmes.

6. Qu'on essaye, au début sur une base expérimentale, la réhabilitation de l'enfant "spécial" dans les écoles normales, à travers la pratique des classes parallèles, pour une intégration sociale plus douce.

7. Qu'on programme, au-delà, la création d'écoles spécialisées pour les cas d' handicaps concrets, lesquelles appliqueront des programmes analysés contemporains, utiliseront un personnel éducatif spécialisé et se fonderont sur le principe de l'enseignement individuel.

8. Qu'on réforme, au niveau universitaire, le programme de la formation et des études des instituteurs sous l'optique de la théorie et de l'activité contemporains sur des sujets spéciaux de l'éducation.

9. Qu'on étende l'institution de l'orientation professionnelle aussi aux écoles de l'enseignement secondaire.

10. Qu'on crée, peut-être dans le cadre de l'activité de l'O.A.E.D. un secteur spécial d'enseignement et de réhabilitation professionnelle de l'enfant handicapé et que l'institution de l'éducation professionnelle fonctionne ainsi que celle de l'hygiène psychique, au moins les premières années de son travail.

11. Qu'on crée un **Institut de Recherche sur l'Enfant "Spécial"**, lequel fonctionnera dans le cadre d'une eventuelle Académie des

Sciences de l'Education et qui serait responsable de la programmation, du progrès de la recherche et de l'orientation de la politique de l'enseignement dans ce domaine.

12. Qu'on crée un **Organe de Coordination Panhéllénique** des sociétés et organisations existantes (ou bien de celles qui vont être créées) dans notre pays, pour chaque forme de handicap qui serait responsable du progrès commun (ou bien de la solution des problèmes) d'éducation et d'occupation de l'enfant "spécial" chez nous.

Nous reconnaissons qu'à travers ce tissu de propositions, ne peut être définitivement résolu le problème de l'enfant "spécial" en Grèce. Pourtant, nous croyons qu'ainsi on peut s'assurer d'une approche encourageante du problème du point de vue psychopédagogique et social.

NOTE

(*) On n'a pas pris en considération les enfants présentant des troubles du langage à cause du manque de données statistiques.

Bibliographie

Apostolopoulos, G. Takis
1975 **L'enfant spastique (La paralysie cérébrale).** Athènes (en grec)

Cruickshank, W.M. (ed.)
1976b **Cerebral Palsy: A Developmental Disability** (3rd rev. ed.) N.Y.: Syracuse University Press

Diamantaras, A.
1906 La Langue des enfants de Castelloriso. Mémoires de la Société de Linguistique de Paris, Tome XIII

Gillespie, S.K. & Cooper, E.B.
1973 "Prevalence of Speech Problems in Junior and Senior High Schools", **Journal of Speech and Hearing Research**, v. 16: 739-743

Hallahan, Daniel P. & Kaufman, James M.
1978 **Exceptional Children (Introduction to Special Education).** Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall

Hassapis, J., Kassimos Ch. & Papageorgiou, C.
1973 Problèmes psychologiques sur 793 élèves de l'Enseignement Primaire. Annales de la Clinique de Pédiatrie de Thessalonique. (en grec)

Herder,
1967 "Lettres Grecques", **Grande Encyclopédie Pédagogique**, tome II. (en grec)

Imvriotis, Rosa
1933 **Enfants Handicapés.** (Première année de l'école

speciale modele d'Athenes). Association Editoriale Grecque, S.A., Athenes. (en grec)

Kalantsis, G.C.
1958 **Les troubles du langage pendant l'enfance:** (voix-parole-lecture-écriture). Athènes: Ioannis Kambanas. (en grec)

Kalogerikos, A.P.
1925 **Les éléments techniques de la parole.** Athènes (en grec)

Karantinos, Socrate
1937 **L'éducation de la parole (orthophonie, prononciation et éléments pour le handicap du parler).** Office des Services Culturels, Athènes. (en grec)

Marland, S.P. (Submittor)
1972 "Education of the gifted and talented: Report to the Congress of the United States by U.S. Commissioner of Education". Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office.

Milisen, R.
1971 "The Incidence of Speech Disorders", in L.E. Travis (ed.), **Handbook of Pathology and Audiology.** Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall

Ministère de l'Education Nationaleet des Religions (Département de l'Education Spéciale)
1974 "Plan analysé du programme de l'école spéciale pour l'éducation des enfants mentalement handicapés". Edition Polygraphiée Athènes, Février. (en grec)

Morse, W.C.
1975 "The Education of Socially and Emotionally Disturbed Children", in W.M. Cruickshank and G.O. Johnson (eds.), **Education of Exceptional Children and Youth,** (3rd ed.). Englewood, Cliff, N.J.: Prentice Hall

Paraskevopoulos, N.I.
1971 "L'attitude des Grecs envers des individus avec des handicaps physiques, mentaux et sociaux", Extrait de la revue **Hygiène Scolaire,** tome XXXII, no. 2. (en grec)

Perkins, W.H.
1971 **Speech Pathology: An Applied Behavioral Science** St. Louis: C.V. Mosby

Saroglou, C.
1950 **Contribution a l'étude des mesures médico-sociales pour la protection de l'enfance.** Athènes.

Stasinos, P. Démètre
1982 "Attitudes of parents towards the educable mentally retarded Greek child as influenced by their socio-economic status and the sex of the

child". Paper presented at the International Committee on the Public Relations in Rehabilitation Symposium. Athens, Nov. 1-5. Also in **Etudes Helléniques/Hellenic Studies**, v. 1, no. 1, Printemps/Spring, 1983: 41-52.

Tsimpoukis, I. Constantin
1976 **L'education spécialisee en Grèce.** Athènes. (en grec)

U.S. Office of Education
1975 Estimated number of handicapped children in the United States 1974-75. Washington, D.C.: Bureau of Education for the Handicapped.

TABLEAU 1

Ecoles spécialisées, nombre et pourcentage des enfants handicapés qui ont suivi des cours ainsi que du personnel éducatif pendant l'année scolaire 1981-82.

Genre de handicap	Facteur	Enseignement Primaire				Enseignement Secondaire						Enseignement Technique			Enseignement Ménager			Total		
		Ecoles		Elèves		Gymn.	Elèves		Lyc.	Elèves		Ecoles	Elèves		Ecoles	Elèves		Ecoles	Elèves	
		Mat.	Prim.	Nom.	%		N.	%		N	%		N.	%		N.	%		Nom.	%
Handicap Mental	Public	-	65	1172	72	-			-			-			1	28		66	1200	72.2
	Privé	-	9	462	28	-			-									9	462	27,8
	Total		74	1634	100										1	28	100	75	1662	100
Handicap Physique	Public	1	5	127		1	17		-			1	37		-			8	181	
	Privé	-				-			-			-			-					
	Total	1	5	127	100	1	17					1	37	100				8	181	
Sourds-Muets Ouie-dure	Public	1	1	24	4,5	1	22	40,7	1	12		-			-			4	58	9,6
	Privé	1	8	514	95,5	1	32	59,3	-			-			-			10	546	90,4
	Total	2	9	538	100	2	54	100	1	12		-			-			14	604	100
Troubles de la vue	Public	1	2	68		-			-			-			-			3	68	
	Privé	-	-			-			-			-			-					
	Total	1	2	68	100	-			-			-			-			3	68	100
Troubles du comportement	Public	-	4	54		-			-			-			-			4	54	
	Privé	-	-			-			-			-			-					
	Total		4	54	100	-			-			-			-			4	54	100
Total général	Public	3	77	1445	59,7	2	39	54,9	1	12		1	37		1	28		85	1561	60,8
	Privé	1	17	976	40,3	1	32	45,1	-			-						19	1008	39,2
	Total	4	94	2421	100	3	71	100	1	12	100	1	37	100	1	28	100	104	2569	100

TABLEAU 2

Nombre et pourcentage des instituteurs avec ou sans licence et formation spécialisée, qui ont enseignés pendant l'année scolaire 1981-82.

Facteur	Licence				Sans formation spéciale		Ayant une formation spéciale				Total	
	En cours		Ayant la licence		N.	%	de 12 semaines		de 1 à 2 ans		N.	%
	N.	%	N.	%			N.	%	N.	%		
Public	-		131	54,8	28	45,9	4	28,6	103	56	131	53,5
Privé	6		108	45,2	33	54,1	10	71,4	81	44	114	46,5
Total	6	100	239	100	61	100	14	100	184	100	245	100

TABLEAU 3

Nombre des enfants handicapés en Grèce, écoles spécialisées nécessaires et créées ainsi que pourcentage et nombre des enfants qui ont suivi des cours pendant l'année scolaire 1981-82.

Genre de hadicap	Estimation de la population scolaire	Elèves par classe	Classes spécialisées nécessaires	Ecoles spécialisées nécessaires	Ecoles spécialisées créées		Elèves qui ont suivi des cours	
					N.	%	N.	%
Handicap mental	38240 (33120:Educables 5120:Susceptibles de recevoir un entraînement)	15	2549	425	80	18,8	1662	5,01
Handicap physique	8700	12	725	121	8	6,6	181	2,08
Sourds-Muets Ouie-dure	10005	12	834	139	16	11,5	604	6,03
Troubles de la vue	1740	10	174	29	3	10,3	68	3,9
Troubles du langage	60900	15	4060	?	?		?	
Troubles du comportement	35000	8	4375	729	4	0,5	54	0,15
Total	154585		12717	1443	111	7,7	2569	1,7

TABLEAU 2

Nombre et pourcentage des instituteurs avec ou sans licence et formation spécialisée, qui ont enseignés pendant l'année scolaire 1981-82.

Facteur	Licence				Sans formation spéciale		Ayant une formation spéciale				Total	
	En cours		Ayant la licence		N.	%	de 12 semaines		de 1 à 2 ans		N.	%
	N.	%	N.	%			N.	%	N.	%		
Public	-		131	54,8	28	45,9	4	28,6	103	56	131	53,5
Privé	6		108	45,2	33	54,1	10	71,4	81	44	114	46,5
Total	6	100	239	100	61	100	14	100	184	100	245	100

TABLEAU 3

Nombre des enfants handicapés en Grèce, écoles spécialisées nécessaires et créées ainsi que pourcentage et nombre des enfants qui ont suivi des cours pendant l'année scolaire 1981-82.

Genre de hadicap	Estimation de la population scolaire	Elèves par classe	Classes spécialisées nécessaires	Ecoles spécialisées nécessaires	Ecoles spécialisées créées		Elèves qui ont suivi des cours	
					N.	%	N.	%
Handicap mental	38240 (33120:Educables 5120:Susceptibles de recevoir un entraînement)	15	2549	425	80	18,8	1662	5,01
Handicap physique	8700	12	725	121	8	6,6	181	2,08
Sourds-Muets Ouie-dure	10005	12	834	139	16	11,5	604	6,03
Troubles de la vue	1740	10	174	29	3	10,3	68	3,9
Troubles du langage	60900	15	4060	?	?		?	
Troubles du comportement	35000	8	4375	729	4	0,5	54	0,15
Total	154585		12717	1443	111	7,7	2569	1,7

TOWARDS AN UNDERSTANDING OF GREEK POLITICS

Michalis Spourdalakis*

Resume

Cet article expose l'evolution de la formation sociale grecque au cours des 30 dernieres annees. L'argument avance est que la configuration politique actuelle de la Grece n'est pas simplement le resultat de l'evolution naturelle des dernieres decennies, mais plutot que les politiques grecques d'aujourd'hui (independamment de leur orientation) sont aux prises avec des contradictions qui ont, pour la premiere fois, fait leur apparition au debut de annees 1960. L'economie grecque presente un developpement inegal et schizophrenique, alor qu'elle entretient une relation principalement d'association, plutot que de dependance, avec l'imperialisme par le biais de la marine marchande, du capital financier et commercial. C'est cette situation economique et les contradictions politiques et socialies qu'elle a generees que confrontent, non seulement les politiques gouvernementales actuelles, mais aussi celles de l'opposition. On a de plus, tente de determiner les origines de la configuration politiques actuelle, et plus precisement de demontrer l'articulation du "socialisme" du PA.SO.K. a la situation politique du milieu des annees 60 et au "mouvement" de resistance durant le regime militaire.

Abstract

This article outlines developments in the Greek social formation over the past 30 years. The argument it tries to put forward is that today's political configuration in Greece is not simply the natural evolution of the last few decades. Rather, Greek politics today, regardless of their orientation, are struggling to come to terms with contradictions which first appeared in the early 1960's. The Greek economy presents a schizophrenic and uneven development along the lines of a partnership with - and not a mere dependency on - imperialism (through shipping, financial and commercial capital). It is this economic situation along with the social and political contradictions which it generated that confront not only the present day governmental policies, but those opposed to them as well. In addition, an attempt is made to locate the origins of today's political configuration. More concretely, to locate the articulation of "socialism" by the PA.SO.K. in the political events of the mid-60's and the resistance "movement" during the dark days of the junta.

Numerous articles of journalistic or even scientific pretence

*Carleton University
Ottawa, Canada

have attempted to analyze the current political situation in Greece and/or more concretely the nature of the phenomenon PA.SO.K. What these projects usually are lacking, regardless of their significance or inventiveness is an historical perspective on the subject matter. By historical perspective we do not simply mean the location of today's politics in some kind of factual sequence. Historical perspective, at least in this context, is more than that - it is the analysis in which the material conditions of the "political" are described historically.

This article aims to do just that: it describes/analyses - of course within the constraints of an article - the economic, social and political development of Greece over the past thirty years. To us this need does not arise from some kind of abstract methodological imperative. We firmly believe that in order to understand the geneology, the contradictions, and the dynamics of things such as the political affiliations after 1974, governmental policies, the meaning of Greek socialism as it has been articulated by PA.SO.K and the traditional left, the nature of political parties, etc. one must go beyond opportunistic deliberate slogans and/or catastrophic, simplistic reductions. In what follows, we hope not to fall into such traps.

A Peculiar Economic Development

There is very little agreement in the literature regarding Greece's post-World War II development. In fact there are two basic schools of thought: the first, with a main stream orientation, claims, with variations, that Greece is an "underdeveloped" or at best a developing country. The lack of industrial development and the difused concentration of capital are among their main arguments in support of this thesis.[2] The second approach, of a more radical, and often Marxist orientation, has overemphasized the role of foreign capital, the U.S. influence, again the lack of a strong secondary sector, adopting, with variations, the metropolis -- periphery dichotomy.[3] It is our thesis that this approach has undermined a number of important characteristics of the Greek political economy and often this analysis has become the victim of political strategy and practice. To us, theses of this type often create the impression that Greece is a stage for a puppet show which is performed by alien, subversive forces. It is an understanding which indicates the naivity of the researcher, develops a fatal disease for the study of history and creates an unacceptable alibi for politicians. In fact the latter has led some of them to ridiculous claims such as "Greece was the first U.S. experiment of the Viet-Nam type". (A. Papandreou).[4]

Our understanding of Greek post-war development and the Greek political economy is quite different. Greece is an advanced capitalist country, whose relation to the imperialist centre is not

that of dependency, but that of partnership. Greece's participation in the international division of labour is that of interdependence with imperialism; it is of course a partnership of "unequal partners sharing a mutuality of interests", of a parasitic type, a partnership which nevertheless, puts Greece into the camp of the imperialist powers and not into that of the third world. This participation in the imperialist league came about by means of the dominant role which Greek shipping capital plays in the world's transport industry. This understanding of the post-war political economy has been put forward by a number of less politically influential, but rather more rigorous students.[5]

By the end of the war, expatriate capital, which traditionally had been as we have seen, the dominant fraction of the Greek bourgeoisie, had no room left for colonial expansion. (Greek capital, according to at least one source, was second only to Britain in investment in Africa during the interwar period).[6] Thus, after the 1940's Greek capital turned to a new but not unfamiliar area: that of shipping. There were many reasons for such a development; a development which tied Greece to the imperialist west in a unique way and led to the grossly unbalanced growth of the Greek economy.

Serafetinidis et al. explain the reasons for such a "preference" on the part of Greek capital.[7] First they point out the historical familiarity of Greeks with the shipping sector as well as the ready availability of a relatively cheap, but highly skilled labour force. Secondly, although the shipping industry in the '50's was mainly financed by foreign creditors, it was the close ties which existed between shipping and financial capital which led the latter to become the guarantor of shipping's financing. In return, it was primarily through the strengthening of shipping capital that the Greek financial sector gradually became established internationally. Thirdly, Serafetinidis points to the tremendous benefits "bestowed upon shipping capital by the Greek state." In the words of the chairman of the Union of Shipowners, "the shipping industry in Greece was made by the Legislative Decree 1687/1953".[8] It was a bill which allowed shipping capital the maximum possible flexibility and protection. It is interesting that the bill has been criticized by radical scholars because of the scandalous status it created for foreign capital but rarely of its significance for the shipping industry. Finally, according to Serafetinidis, there was another reason for this lop-sided development of Greek capitalism - its partnership with U.S. imperialism. After the end of the civil war, the victorious conservative forces had to tie the country to the U.S. controlled western wagon, for obvious political reasons. Shipping appeared to be the easiest link not only because of structural constraints and possibilities, but also because it happened to coincide with U.S. interests at the time. The U.S. needed to control -- but not to own, since they had in front of them different, and more profitable alternatives -- a tramp and

tanker fleet. Greek shipowners were as good as anybody to play that role; in fact they had a comparative advantage, that of integrating an unstable country into the U.S. sphere of influence. Thus, during the 1950's, the unquestionable Greek support for U.S. imperialism (e.g. Korea) was not a deliberate choice of the Greek right but arose from the fact that the strengthening and the expansion of U.S. imperialism implied economic development and prosperity for Greek shipowners.

However, it seems to us that these reasons by themselves cannot fully explain the pattern of development of Greek capitalism. The focus of the above analysis is that of capital requirements in a narrow (economistic) sense and other factors such as social conditions and dynamics should be taken into account. The "State of the Right" (To Kratos tis Dexias) and its oppressive apparatus had to put forward policies which would be a barrier to the development of the working class movement. It seemed that the development of shipping and the support of the primary sector based on small ownership and not the development of industry would promote the expansion of petty-commodity production, and the booming of the service sector in a fashion which would be devastating for the working class. Thus, the "State of the Right" in the 1950's did not neutralize the radical movement only through oppression, but also by throwing at it the dream of petty bourgeoisification. It was a dream which in the post-war years of economic prosperity was not a pie in the sky idea, but an everyday reality.

The impact of shipping on the other sectors of the Greek economy was not insignifigant. Financial capital, as we have already noted, experienced a disproportional growth, relative to production levels. It expanded abroad backing shipping capital in its adventures. However, given its dependent relation to the latter, it did not manage to expand its activities into the secondary sector except to a limited extent. Manufacturing was the sector which suffered the most from this gigantic development of shipping. Its 15 per cent employment of the active population in the interwar period changed to only 19.1 in 1961. The small size of the domestic market, the lack of available skilled and culturally oriented labour, the competition from foreign manufactured goods, as well as opportunities for more profitable ventures in other sectors, were the basic reasons for the dismal situation of the Greek secondary sector.9 This situation does not mean the complete absence of activities in the secondary sector. It rather means that it was fragmented, and unproductive. It was mainly oriented towards unproductive areas, namely construction and tourism. For example, contrary to the general rule of concentration of capital, the estimated 75,000 industries and other productive units in the pre-war period became 125,000 by 1963, 10 from which 104,308 were employing from 0 to 4 people! The agricultural sector experienced growth during this period based on

the introduction of machinery. However, the small lots, and the lack of a strong industrial sector to attract the labour from the countryside made primary production inefficient, as it continued to employ more than half the active population. Thus, at least in the short run "the boiling pot of large unemployed masses" of the countryside simmered down only through mass emigration.11

Ibe Crisis

In spite of the high rates of growth during the period,12 the development, which Greece was experiencing was bound to run up against contradictions. First, although the portion of agricultural production in GNP declined from 36 per cent in 1951 to 27.7 in 1960, the population employed by that sector showed little change, moving from 51.9 per cent in 1951 to 48.9 in 1958.13 Thus, the farmers who in effect constituted almost half of the economically active population were receiving less than 1/3 of the national product. Second, gross inequalities started to appear in the manufacturing sector with the coexistence of a plethora of small units with much larger ones.14 The combination of big capital operations with petty commodity producers assists the former to lower the wages, and increase the levels of relative and absolute surplus-value since the household heavily subsidizes the reproduction of the labour force of the latter.15 This condition was putting tremendous pressure on the working class. At the same time it was putting the aspirations for growth of the army of people employed in the retail/distribution sector on hold since the capacity of the domestic market was shrinking.

Thus, the growth and prosperity of monopoly capital in Greece was realized at the expense not only of the working class, but also, if not primarily, at the expense of all the middle strata as well as the small holding farmers. In fact, the two latter social categories, who participated in the production both as exploiters and exploited started to display signs of discontent. Urbanization, the narrowing gap between urban centers and countryside as well as their gradual integration into the capitalist relations allowed less room for their paternalistic integration into the political process. These masses were indicating strong signs of moving away from clientilism as their main mobilization path. The mass rallies in support of the Cypriot liberation struggle in the late '50's and most importantly the advancement of E.D.A. as the leading opposition political party - it received a quarter of the electorate (1958 Election) - were strong positive indicators of such a movement.

Furthermore, on the other side of the fence, the dominant fraction of capital (shipping) was faced with some tough decisions. The Cuban crisis and the emergence of liberation movements were the first signs for the decline of U.S. imperialism - or at least the saturation of its expansion. Thus, the Greek shipowners

started to think that an unconditional link with the U.S. was putting constraints on the expansion of their activities. To the latter, the creation of the E.E.C. was an important contributing factor. This fact, in combination with the lack of any decent industrial base, and therefore market for their services forced them into a reorientation of both their political and economic practices. At the political level they started to reconsider their exclusively one -sided "friendship" with the U.S. and the west in general, while at the economic level, some emphasis on the secondary sector did not any longer appear a useless exercise.

Thus, by the late 1950's and early 1960's, we saw a peculiar coincidence of interests on the parts of capital and the popular classes and strata: the common denomination being political change capable of "rationalizing" the political and economic processes. This was the reason for the decline of the Right, the reappearance of the Centre as a political force and generally all the events of the 60's which will be examined below. For the moment it is sufficient to understand the contradictory nature of this tendency. It is the key to an analysis of not only the events which followed immediately thereafter, but the politics of Greece until today. The crisis, which resulted from the 1950's development has not yet been resolved in Greece. It caused the emergence of the Centre, the political turmoil of the middle '60's, the thunderstorm of a dictatorship, the revitalization of the Right and finally brought PA.SO.K. to power; however, its resolution is as remote as ever before.

1961 - 1974: Fifteen Long Years of Germination

By the very beginning of the 1960's, two clear conflicting tendencies had developed in the power block. One was composed of a small fraction of the shipowners, industrialists, and the "traditional" petty-bourgeoisie; while the other was composed of the majority of shipowners and the social groups which based their parasitic existence on the state apparatus. The first advocated the modernization of the country's economy along industrial lines: the renegotiation of the country's relations with imperialism; and finally the restructuring of the state's dated structure in such a way as to enable incorporation of the growing mass movement. The latter tendency was more short-sighted. It sought the continuation of the existing accumulation and political process: organization of the internal markets; preservation and expansion of the accumulation which had taken place abroad; and resistance to industrial development. They also wanted the political process to remain as it was: concentrated around the Crown and the Army while the masses were to stay outside the "house of power" even if force had to be applied to keep them there.

The Political Alignment

The most significant development of Greek politics in the 1960's as a result of the above mentioned crisis was the revitalization of the Centre. In September 1961 all the liberal political forces under the leadership of G. Papandreou and with the active involvement of the Americans[16] managed to unite into a new party: The Centre Union (Enosi kentrou). The C.U. claimed the liberal/Venizelist tradition of the country and was essentially the political expression of the modernizing tendency of the bourgeoisie. Its policies, the political discourse adopted, and the class participation especially in its higher ranks,[17] indicated precisely that.

The C.U. entered the arena of politics in a very dynamic way and only two months after its establishment managed to capture 1/3 of both the popular vote and the seats in the general election. In fact, it required a series of scandalous initiatives of the most reactionary sort on the part of the right to hold the C.U.'s growing influence at that level. The 1961 election went down in Greek history as the "black election".[18] However, it was this election which clearly indicated the termination of the right wing reign and the incapability of the traditional left (E.D.A.) to take advantage of the crisis (it lost 10 per cent of the vote: from 24.43 % to 14.63 %). But most importantly, the election demonstrated a growing tendency of the mass movement to move away from the confines of patronage and towards more open and direct political mobilization.

Soon after the election, G. Papandreou announced the "Anendotos Agonas" (Intransigent Struggle) against the Right. Its obvious purpose was the popularization of C.U.'s policies and the Centre's return to power. However, its real necessity was made clear by G. Papandreou when he justified it to the King as an attempt to contain popular unrest.[19] During the campaign, G. Papandreou, making use of his charisma, covered thousands of miles criss-crossing the country talking to huge mass gatherings, not only visiting the cities, but also the remote areas. "For a whole year and while sophisticated politicians doubted whether the game was a winner, the old man was trekking the countryside in a curiously enthusiastic yet almost mythical communion with the people".[20]

The policies of the C.U. as they were expressed by their slogans during the campaign did not differ much from E.D.A.'s programs of the 1950's. These policies were the crystallization of the common denominator of the social alliance which the C.U. was expressing. They advocated economic growth and a more just distribution of income, "democratization" of the country and "national independence". "Democratization" meant the elimination of all the special un-democratic measures and institutions which were established during, and immediately after the civil war. It never went so far as to challenge, even by implication, the

position of the monarchy in the state structure.[21] Independence in foreign policy for the C.U. meant the pusruing of a more flexible foreign policy. Any questioning of the country's close ties with the West was never even implied. As G. Papandreou himself said later on during his programmatic declarations as Prime Minister (Dec. 1963), it meant in addition to the maintenance of ties with the West, that friendly economic and cultural relations with Eastern Europe and the U.S.S.R. should be sought.[22] It was a foreign policy which, although it appeared radical in the context of the period, it was, as we saw above, in accordance with the objective interests of Greek capital.

More specifically, Papandreou's party was appealing to almost all sides of the social arena by putting forward something concrete for each one of them. Thus, it appealed to industrial capital through its policies for national/productive economic growth while the inflow of foreign capital was not threatened. As far as the interests of the shipowners were concerned, the promise to reorient foreign policy appeared to serve them particularly well. To the middle class, Papandreou promised equitable taxation, salary increases in the service sector, and both public and private and reforms to the educational system which would make "education free for all".[23] The latter was particularly appealing not only to this class, but to almost every other social group. Greek society, as we have seen, was/is a society with widespread middle class aspirations and values and education appeared to be the path of upward social mobility. The emphasis on productive economic policies was indirectly a promise to the working class. However, an explicit promise for higher wages was made as well. Furthermore a commitment to reform labour legislation and the democratization of trade unions was made.[24] Finally, to the peasants in addition to general democratic reforms, which would relax the stifling environment in the countryside, the promise of financial support was made.

However, it was not the policies of C.U. which were the novel element in Greek politics but rather the effects of the "Anendotos" itself. The "Anendotos" broke the old forms of political organization and caused the terminal illness of clientilism.[25] Papandreou was the first to address the rural masses as a socially coherent group and to ask for their support as such.[26] The "Anendotos" introduced politics into the country on the basis of a political discourse on specific issues and not through the atomization of politcs and their articulation through personal favours and accommodations. Another effect of the "Anendotos" campaign was the undermining of the oppressive state apparatus. Papandreou's campaign managed to bring out into the open the cumulative frustration of the masses by voicing them. In spite of its initial goal to contain the mass movement, the latter soon felt self confident and in effect cornered at least temporarily, the legal and semi-legal oppressive institutions (e.g.

the para-military, the national guards).27 Finally, the "Anendotos" and its victorious outcome democratized the ideological discourse to unprecedented levels. The C.U. march to power and its victory paved the way for the development of cultural activities, and new intensive ideological debates in a fashion that by the mid-60's a completely new climate had been created.28 In summary, "Anendotos" marked the entrance of the masses into politics in all its glory and with all its contradictions.

While the growing mass mobilization was boosting C.U.'s influence, the growing discontent had the opposite results on the left of the political spectrum. E.D.A. not only did not manage to take advantage of the situation but also lost considerable support (from 24.43 per cent in 1958 to 11.8 in 1964). To attribute E.D.A.'s failure solely to right wing terrorism or to the anticommunist atmosphere in general is to adopt at least an incomplete understanding of the phenomenon. It is our understanding that the subjective factors such as E.D.A.'s policies and structure were at least as important.

In the 1960's E.D.A. continued the moderate policies of the 1950's, which differed very little from those advocated by G. Papandreou's new party. E.D.A. talked about reorientation of the economy towards productive activities and a more equitable distribution of income. It also rallied for democratization of the political institutions, criticizing the dominant role of the U.S. in the country's politics. It never implied any challenge to the regime and never questioned the role of the Crown in it. However, it was not simply the striking similarity of its policies with those of the C.U., but the fact that it made no effort to differentiate itself ideologically from the Centre, which led to its marginalization within the context albeit, of an unfavourable climate.

Furthermore, although E.D.A. was probably the only party without clientelistic ties between its deputies and their constituents, it remained a highly centralized and not particularly democratic party. Discussions were of course held at the rank and file level, but they rarely had any effect on the final policies of the party. Political directives and initiatives were always the exclusive territory of the top leadership. This organizational pattern was not only contradictory to the party's policies for democratizing the political system, but it was also less appealing to the masses, whose political energies had been suppressed for so long. The C.U.'s open and much more direct approach to the mass movement, although in essence it was not any more democratic, was creating the impression of being so, and therefore seemed more appealing to the masses.

In addition to all these factors, E.D.A. was the victim of theoretical bankruptcy of the underground C.P.E., which was

operating within the party and in effect controlled it. The articulation of both the politics of peaceful co-existence and the "stage theory" was translated into meaningless attempts to form some kind of a front with the "patriotic" forces of the Centre. The latter was completely ridiculous, since the C.U. itself repeatedly defined its "Anendotos" struggle as "two-fronted": against the right and against the communists. Thus, E.D.A. for all these reasons, did not only miss the opportunity to give a left-wing dynamic to the growing mobilization, but also, almost voluntarily, it pushed itself to the margins of the political arena. In 1964, E.D.A. voluntarily and without receiving any promises in return, withdrew its candidates from certain constituencies in order to boost the C.U. electoral victory.[29] E.D.A., the main body of the left movement in the 1960's, had become simply an appendage of Papandreou's Party.

E.D.A.'s policies and structure did not remain uncriticized from within. In addition to a Maoist split as a result of the U.S.S.R.-China relations breakup (1963) -- something which was not unusual throughout the world -- a number of factions and tendencies sprang up witin the party. (e.g., "Friends of New Countries", "New Left"). It was the first time in the country's left history that a section of the traditional left, however small it was, started to look for a left alternative outside of that tradition.

The events of the 1960's did not leave the dominant right wing party (E.R.E.) untouched. E.R.E., representing the most conservative element of the power block, could not resist the tidal wave of the entrance of the masses into politics. Its record in power and its class participation did not help its adjustment to the new circumstances. In the summer of 1963, Karamanlis resigned because of a disagreement which developed around the issue of the Royal visit to England. The incident, however, hinged on the role of the Crown in the political system which Karamanlis wanted to constitutionally modify.[30] The right thus lost its unifying leading personality in parliament and given C.U. successes began to display symptoms of a fatal disease. It lost two consecutive elections (Nov. 1963, Feb. 1964) and by the mid-'60's appeared completely incapacitated. Thus the political representation of the right was objectively left to extra parliamentary roles of power: the Crown and the military.

Towards a Stalemate

"Anendotos" brought G. Papandreou's Party to power by the end of 1963. In spite of the mass mobilization and the "radicalism" of the campaign, C.U. policies, when in power, were not by any means destructive of the status quo. After all, E.R.E. and C.U. were essentially representing different fractions of capital.[31] Their differences were only in the tactics of achieving

and exercising power, as well as in the the articulation of socio-economic tendencies as they were derived from the contradictions of the late '50's early '60's.

Thus, in power, the C.U. not only intensified industrialization, but also did so by consistently promoting the inflow of foreign direct investment. As G. Papandreou has put it "foreign capital was not only welcome, but necessary to the realization of our overall targets".32 Most of this capital was primarily European. By 1966 the inflow of capital of West German and French origin had almost counterbalanced the American.33 Most of this capital went to the manufacturing of export goods,34 which became the 60 per cent of the country's overall exports.35

The economic orientation of the country and the closer ties with the growing European powers allowed Papandreou to attempt a redifinition of the country's relations with the U.S. This attempt did not take place by taking any anti-American stands on international issues, but rather by attempting to control the agencies of U.S. power within the country. Thus, Papandreou, very much like his predecessor Karamanlis, but with greater consistency and determination tried to strengthen his government's political authority. That meant bringing the military under the political control of parliament. The latter, in turn, given the close ties between Army and Crown, meant in effect, the undermining of the Monarch's power and control of the political process.

In other levels Papandreou did carry out some of its promises. He introduced impressive and extended educational reforms and undertook measures which greatly improved living conditions and income in the countryside. But the most important reform it brought about was the liberal democratic climate which his "populist" style brought to the country. The latter broke the previously existing undemocratic, often terrorist conditions of social mobilization. This development appeared to be extremely important since the contradictory nature of the alliance which the C.U. was representing soon reached its limits and there was a lot to protect over and/or react to.

Papandreou's democratic reforms met with severe reaction. The reaction came primarily from the Crown, whose authority was indirectly undermined by the reforms, but it was soon transmitted to the upper bourgeois elements of C.U.'s top leadership. In 1965 Papandreou decided to move himself into the portfolio of the Minister of Defence in an attempt to penetrate the "parliament prof" military apparatus, and bring it under government control. The King refused to approve the cabinet shuffle and Papandreou warned the Crown orally that this might lead to his resignation. Within one hour the King had nominated a new Prime Minister, dismissing Papandreou who just a year earlier had led the polls

with 53 per cent of the electorate. This was the Royal coup of the mid-'60's[36] and as it is seen in retrospect as the fatal stroke to a sick democracy.

The governments which followed Papandreou's dismissal were conscious attempts to split the C.U. and therefore undermine its intimidating mass support. The split was led by the upper bourgeois elements[37] of the party, but also according to various press reports, millions of drachmas were used by the Crown to buy the integrity and the votes of a number of C.U. M.P.'s The Royal coup, however, did not have the expected results. The more the party was purged of its bourgeois elements, the more united the peasant, petty-bourbeois and working class alliance/base of the party was strengthened. Soon the radical masses took to the streets creating one of the most deep hegemonic crises of modern Greek history.

It was the first time since the German occupation that the peasants had to a large extent broken away from the patronage system and had become aware of their class interests in the political struggle. Peasant demands were concentrated on the government's agricultural policies. They knew that the only way to secure their interest was to democratize the system politically so that their voices could be effective. The role they had played in the victorious "Anendotos"; the positive measures Papandreou's government had taken for them was living proof of their capacities and the main reason for their new mobilization against the Royal coup.

The radical petty-bourgeoisie was objectively in a contradictory position to which it had somehow contributed. The inflow of foreign capital and industrialization process which started before the C.U. victory, continued with Papandreou's government and was intensified by the governments of the "apostates", which had started to create problems for the petty-bourgeoisie's reproduction. On the other hand Papandreou's reforms of the educational system and especially his attempts at reorientation of foreign policies were met with growing petty-bourgeois nationalism and their dream of social reproduction. The latter made them perhaps the most active part of the social alliance which protested the Royal coup.

Finaly, the economic policies of the late '50's and mid-'60's had strengthened the working class. In 1964-65 Greece was leading the world in strikes.[38] In spite of the record high levels of industrial production, the working class was not "receiving a fair share of the increased productivity".[39] Thus, they had good reasons to grab the opportunity and protect the anti-democratic measures taken by the traditional poles of power, which had already started to pass numerous anti-labour laws.[40]

At that point, though it is obvious, we have to say that the common denominator of the convergence of all these social groups into a powerful radical mass movement was democratic reform. Politics and not explicit class interests was behind the movement of the mid'60's. However, the spontaneous mass protest which took place in the streets of the major urban centres quickly bypassed the policies of both C.U. and E.D.A. and got out of hand. The open challenge to the patriotic feelings of the Monarchy by appealing to the famous last article of the constitution, and the dominant anti-monarch slogan "The people do not like you: Take your mother and get out",41 strongly suggested that the masses were challenging the foundation of the regime itself. At the same time both C.U. and E.D.A. were calling for constitutional order! For a whole week hundreds of thousands of unguided masses rallied along these lines. By doing so, in spite of their class origins, they had touched and shaken the pillars of the existing socio-political order: the Crown, the role of the Army and U.S. imperialism which supported them.

The events of July 1965 were so unusual, so out of any realm of any simple protest that they have led some students to suggest that the country went through a very short period of revolutionary conditions.42 Regardless of whether anyone agrees with both the theoretical assumptions and the analysis of these studies, one thing is certain: the radicalized masses tried to articulate something which was not, and could not be articulated by their official political expressions. The failure of the masses to do so is not only to be found in the contradiction existing in the basis of this mobilization, cut also in the profound lack of a non-organic intelligentia and/or a party capable of positively articulating the dynamics of that protest. The resolution of this political unrest was left to the naivity of the liberals and the stubbornly criminal reformism of the official left.

Soon after his dismissal, faced with this tremendous mobilization, G. Papandreou announced the beginning of a second "Anendotos". But we already know that history repeats itself first as tragedy and then as farce. This "Anendotos" developed as an attempt to contain the radicalism of the masses. Papandreou, ignoring or rather bending the popular demands for radical changes, called for a return to the old constitutional order. E.D.A.'s policies were very similar to Papandreous' initiatives. In fact, the leadership of the two parties often appeared together on many occasions of at least symbolic significance. (e.g. the funeral of Sotiris Petroulas; a dissident figure of E.D.A.'s youth who had been assasinated in a demonstration).

A. Papandreou, the son of the leader, who already had been involved in disagreements with his father on the C.U.'s political tactics, led the move. His relatively young age, his prestigious academic background and most of all, his charisma, were the basis

of the rapidly rising appeal of this young leader. Andreas, as his friends called him, managed to gather 'round him the most radical elements of this party, namely the young M.P.'s and the youth organization (E.D.E.N.) This faction of the party, soon to be called the "centre-left", did not dispute the party's overall strategic choices. However, it did bring a more uncompromising and nationalist rhetoric into the political discourse. For example, the "centre-left" under the young Papandreou's rhetoric were more explicit about the need for national control over the military and the intelligencia43 and less respectful of the Crown's authority. But they never went so far as to actively challenge the main line of the second "Anendotos" -- that of return to the constitutional order. Furthermore, the new aspect of this "Centre-left" tendency was its not unusual co-operation with parts of E.D.A. on various local or sectoral issues.44 Although this practice never achieved the open endorsement of Andreas it was extremely significant symbolically, given the "two front" nature of the "Anendotos".

The "centre-left" was to gradually grow away from the mainstream for the party. It was the dictatorship, which once and for all, brought about their divorce. The Andreas faction would develop into a separate resistance organization, which after 1974 would transform itself into PA.SO.K. However, as we will see, the latter carries within it all the contradictions of this period of gestation.

The attempt of the Crown to avoid Papandreou's reforms had completely failed. Not only had the Crown not managed to establish a legitimate parliamentary alternative to C.U. policies, but it has also discredited itself to the point of no return. The mass movement, however immature, and the real social basis for the needed reforms were the main causes of this falure.

By the middle '60's no single agent of power was able to legitimately re-establish the badly injured hegemony. On the one hand parliament was incapable of "re-establishing the constitutional order" which meant reconciliation with the shaken authority of the Crown. Under the circumstances no parliamentary party could function unless "deep reforms" were introduced. This was something that even conservative leaders of the right recognized.45 However, these reforms would have left political power open even wider to the mass movement.

In spite of the fact that the latter never had any aspiration to challenge the socio-economic order,46 this was potentially dangerous. However, its dynamism and the nature of the political reforms would not have left any agents of real power at the exclusive disposal of the bourgeoisie and its imperialist partners. This had paralyzed any attempts to impose a solution to the crisis through parliament. Both G. Papandreou and P. Kanelopoulos (new leader of E.R.E.) had come to that realization and under the

auspicies of the King came to a secret agreement for the formation of common government after the election schedule for May 1967.47

On the other hand the radical mass movement was "out in the cold" on its own -- without leadership, without any positive sense of where it wanted to go. The conjunctural nature of the social alliance which it was composed of, crippled the possibility of imposing its own hegemonic order.

The country was in a complete stalemate. The only structure that had the capacity to impose its will was the military, which had remained active on the margin of this political turmoil. This authoritarian solution appeared the only way out of the crisis. To the Americans it meant an unchallgened and continuous presence in the country -- something which was almost guaranteed given their close ties with the military. To the more conservative elements of the bourgeoisie, it meant a return to the good old order and a definite move away from liberal experiments, which the more liberal and nationally oriented faction of the bourgeoisie, given its dependent position on these conservative elements, and the unpredictability of the mass movement, could tolerate.

The dictatorship in Greece came about as a result of the vacuum which arose from the mid'60's liberal experiment and reactions to it. It was a classic case of the type which Miliband describes as "replacement of 'bourgeois democracy' by conservative authoritarianism" when the popular movements "far from constituting a genuine threat to the capitalist order were... deeply confused".48 When the tanks of the colonels rolled into downtown Athens, bypassing the plans of the generals for a Royal coup,49 not only the discomfort of bourgeoisie, but also the exhausted agony of the popular masses was terminated.

Dictatorship and Resistance

The bankruptcy of the pre-dictatorship policies of both the C.U. and E.D.A. became depressingly clear from the easy time which the colonels had in establishing their order. The psychological preparation of the masses could at best be translated into confronting the police in the streets, but it never went so far as to anticipate a confrontation with the Army.50 The naivity of the two parties and their unquestionably firm belief in the liberal democratic rules of the political game had once more left the people alone, "unarmed" and powerless. Thus, this lack of power of the movement and the coincidence of the attitudes of the radical middle class with the nationalist rhetoric of the colonels, broke the backbone of the mass movement and consequently any possibility for autonomous horizontal/class based modes of organizing.

In spite of all this, it did not take much time before a number of resistance groups emerged. However, this resistance never became a mass movement. It was mainly composed of a small number of people, usually middle class intellectuals. Although their political origins were within the old parties, we cannot say that the majority of them were representing the mainstream of these parties. Once more, the resistance, however limited, was to be carried by the left. The right, or at least the part which did not collaborate with the regime, limited its activities to a paper war and to international public relations.

The main characteristics of the resistance, (of course with exceptions) were first that its base was primarily abroad (mainly in Western Eurpoe) and secondly that its primary consideration was to return to the predictatorship regime. Let us have a look at the developments of the left wing resistance since, to us, they have significantly influenced today's (post 1974) political configuration.

A couple of days after the coup, active members of E.D.A. and the C.P. established the Panhellenic Liberation Front (P.A.M.) From the beginning its primary goal was the unity of all the resistance organizations in order to "oust the dictatorship; re-establish constitutional and democratic freedoms, (secure) the freedom of all parties and organizations...(and) for free elections with proportional representation... to be organized by a government of all parties".51 To achieve these goals, P.A.M. adopted all the expressions of struggle "from the most simple to the most decisive".52 It was very hesitant to openly adopt and promote armed struggle against the regime. However, many sections of the organization not rarely undertook some dynamic initiatives against the regime.

But the most significant development of the traditional left during the period was the split of the Communist Party. In February 1968, during the 12th conference of the central committee, the party split over the issue of jurisdiction of its two political bureaus (interior-exterior).53 The two factions entered a vicious competition for the membership and the approval of the Soviet C.P. Finally, the Bureau of the Exterior, although by a minority, was recognized by Moscow and a rapid political differentiation of the two factions started.

The C.P. of the interior gradually adopted a style, more in terms of rhetoric and less in practice, which was more nationalist and often shockingly moderate. Thus, through P.A.M., they called upon the resistance to orient itself towards the goal of "National Democratic Change",54 not, in fact, much different from E.D.A.'s program of the 1950's. Furthermore, they called for "a socialism which will be based on the Greek reality and which will capitalize on the positive and negative experience of building socialism

elsewhere, (and which will) avoid the adoption of foreign models".55 Although these claims were very appealing since they were simmering among many left activists well before 1967, they soon became associated with reformist politics due to the way in which the C.P. (interior) was articulating them within the resistance movement. Thus, they first called for an attempt to politically exploit the contradiction between the King and the Junta, while soon after they declared that their struggle was exclusively "anti-dictatoric".56 They tried to unite the resistance, including the right wingers, which created problems not only for the other left resistance groups, but also for their membership.

On the other hand, the polit bureau of the exterior had trouble reorganizing the party. However, with the assistance of the Soviet Union and other Eastern European parties and with the promotion of a more radical rhetoric, than the "other" C.P., it managed to regroup. The C.P. (exterior) claimed that the struggle was "democratic and anti-imperialist". It characterized the country as "industrial-agricultural" (sic) and that the ultimate goal of the left movement is the achievement of a "New Democracy" which would allow an economic development on anti-imperialist grounds and pave the road towards socialism.57 In practice, however, the "Party" was not any more radical than its "interior" counterpart. It condemned armed resistance and it was not until 1972 that it made any real contribution to the resistance.

The result of the C.P.'s split had devastating results on the participation of the traditional left in the resistance. The preoccupation of the two parties with their internal affairs made them almost completely ineffective. Only "Rigas Fereos", the youth section of C.P. (interior) and the student front organization of the pro-Moscow party, (although much later) can claim some contribution to the struggle against the Junta.

The main weight of the resistance was thus left on the shoulders of organizations which had little or no relation to the pre-dictatorship political schemes.

Democratic Defence (Demokratiki Amina - D.A.) was established virtually the day after the coup. It was composed of independent leftists (not all of them Marxists), radical liberals and activists who had dropped out of traditional left politics (E.D.A.). It was perhaps the largest organization of the resistance. It was the only resistance group, which came close to the claim of a mass organization. However, D.A.'s membership never exceeded a few hundred. Having active members both abroad, but mainly inside the country, D.A.'s main goal was the "overthrowing of the Junta by all possible means". It claimed for itself the title of "socialist organization" and made clear that its struggle was for "national independence, popular sovereignty as well as for relieving the country from every foreign dependency and particularly from

American imperialism -- (which was) supporting the internal reactionary forces".58 Its goals were tacitly articulated by excluding the right from any form of co-operation while it actively promoted the unity of all the rest of the resistance groups.59 The D.A. had also adopted very dynamic action against the regime including bombings and boycotts.

The D.A.'s significance, was that it was the first of the resistance groups to carry some weight with people of "centre-left" origin who had been radicalized by the dictatorship's experience. This was to become the trend of almost all the independent groups. By the end of the dictatorship the radical liberal core of the 1967 group had been transformed into a genuine socialist organization.60

With the direct involvement of the U.S. embassy and the lobbying of some international personalities, the regime freed A. Papandreou a few months after the coup. It did not take long for the dynamic leader to gather a number of his old friends from the left-wing of the C.U. and establish the Panhellenic Liberation Movement (P.A.K). P.A.K. called opposition to the regime a "national liberation struggle"61 and was soon joined by a number of students and intellectuals living mainly abroad (Western Europe and North America). Its membership never reached any significance within the country.

P.A.K. was one of the organizations, which although not orginating on the left, tied the political struggle against the Junta to radical social changes. Thus, in a two day seminar of P.A.K.'s friends in Virtsburg, West Germany, P.A.K. called for popular sovereignty which (was) to achieve through armed confrontation; social and political organization of the country according to a concept of numerous decentralized councils for the regular Army's replacement by a popular militia; and since the country was considered to be under foreign occupation an alliance with liberation movements were to be sought. Furthermore, Papandreou became a self-proclaimed "non-dogmatic marxist" and even an "anarchist" in the sense that he believed in the eventual disappearance of the state.62

Papandreou burned all the bridges between himself and the old C.U.63 At the same time, however, he avoided developing smooth relations with the other resistance organization. He did so either by demanding an unreasonable basis of co-operation (usually P.A.K.'s full platform), or by claiming indirectly that the leadership of the proposed front the organization was far from conducive to resistance unity.64 The systematic boycott of the unity of the resistance by P.A.K. can be attributed to the aspirations of its leadership to appropriate the resistance (e.g. when the request for D.A. and P.A.M. to be considered one organization in the coordinating body of the National Council of

the Resistance and to be fear of red-baiting (e.g. when P.A.K. asked for right wing reprsentation in the co-ordinating body of the resistance).65 Papandreou appeared to be particularly reserved vis-a-vis D.A. which more or less had the same origin and base as his organization. This latter point is rather important to keep in mind because of what happened in 1975 within PA.SO.K. when the core of the old D.A. which was, at least on paper, the co-founder of PA.SO.K. was in effect ousted from it.

The structure of P.A.K. is worth considering in the context of this project. P.A.K. was run by its "National Council" while its undisputed leader was A. Papandreou. In effect, however, and using the excuse of the extenuating circumstances of the resistance, Papandreou himself was the alpha and the omega of the organization.66

P.A.K., in spite of the fact that its rhetoric had bypassed by far the mold of the traditional left, never managed to carry out any major direct action against the Junta. There was a lot of talk, preparation, as well as individual participation in anti-Junta activities, but very little action in the country by the organization which was basically based abroad.67

In addition to these three major resistance organizations there were numerous others which mushroomed basically outside the country. Their main characteristic was their commitment to dynamic resistance and their deep influence from the left movement of Europe. Their importance for post-Junta politics was that -- although most of them disappeared -- many of the issues with which they were preoccupied did later appear scattered throughout PA.SO.K.'s platform. Thus, for example, references to self-management, a concern with the decision making process and the dream of solidarity with the movements of the Mediterranean and Europe became part of PA.SO.K.'s political discourse and a big attraction of the party for a great part of the non-traditional left.

As we already said, the organized resistance never became a mass movement and as such never really threatened the regime. The 1973 student uprising can be considered the only exception to this rule. In the fall of '73 the students took advantage of the regime's attempt to relax some measures, and bypassing the initial reactions of the C.P. they revolted.68 They occupied the Polytechnic School for three days and were joined by thousands of people.

The regime had again to bring the tanks to downtown Athens -- the same thing happened to other major cities where universities existed in order to crush the revolt. The rebels, however, who left behind them hundreds of dead and wounded, had clearly demonstrated the popular tendencies after the

authoritarian experience. They made it clear that "the main prerequisite for the solution of the problems of the people is the immediate overthrow of the tyrannical regime of the Junta and the simultaneous establishment of popular sovereignty... (and that) the establishment of popular sovereignty is intertwined with the national independence from foreign interest which for years have been supporting tyranny in our country".69 Furthermore, the open condemnation of N.A.T.O. and U.S. imperialism, as well as the appearance of slogans, such as "Greece to the Greeks"70, were clearly anticipated in the post-1974 political environment. The Polytechnic School uprising did not achieve much more than the intensification of the friction between the various factions of the Junta. However, it definitely made it clear that post-dictatorship politics could not resemble those prior to 1967.

The colonels called their regime a "revolution" and with no major problems managed to put freedoms and civil rights in a "cast".71 They made it clear from the beginning that, as one of their theoreticians put it, "the revolution was to intensify economic development... which had been destroyed by previous political anarchy".72 Indeed from the very beginning their policies were precisely aiming to develop and expand the country's economy through intensifying industrialization, without abandoning, and in fact stimulating the traditional patterns of accumulation.

The economics of Junta were not anything new to Greece. It was precisely the program that the governments of C.U. and not of the right had initiated a few years earlier!73 In fact, it has been claimed that the first 5 year plan of the regime was nothing but a duplicate of Papandreou's plan for the 1966-1970 period.74 It is rather arbitrary on the part of some writers to attribute the economic evils of the country (the deficit in the balance of trade, the increasing foreign and internal borrowing of the country, etc.) to the Junta and to assume a deterioration in real incomes because of the regime.75 The former was simply a result of the structural contradictions of the Greek economy while the latter was simply not true. Economic misery and a-uthoritarian/exceptional regimes do not necessarily go together.76 In fact, in the case of Greece between 1966 and 1971 increases in the salaries of wage labour were averaging 9.8 per cent while the consumer price index was increasing by only 2.1 per cent.77 It is in such facts that an explanation of the "bloodless" coup and an answer to the failure of the resistance to become popular must be sought.

The crisis of the dictatorship came about as a result of the contradictions of the economic development of the country. It was a combination of the unplanned inflow of foreign capital (in the 1967-71 period, 62 per cent more than 1962-66), the international crisis of the early 1970's and its inflationary effects, the increase in friction between the domestic bourgeoisie (usually

industrial) and its internationally oriented counterpart, as well as the crisis in Cyprus. As Poulantzas claims, it is obvious that the form of the regime of the dictatorship cannot guarantee the peaceful and harmless resolution of the contradictions between the various fractions of the bourgeoisie.[78] The crisis in Cyprus and the possibility of war contributed to the Junta looking for a less dangerous bridge to pass power safely to the politicians. A general military draft in an authoritarian regime and with the increasing discontent of the population, appeared to be the least desirable position for the regime to be in. Thus, it was this unpredictability rather than the strength of the "popular factor" which contributed to the final fall of the Junta.

At the social level pressure against the regime was coming from the convergence of interest of various diverse and more often competing classes and strata. The anti-foreign sentiment could rally the indigenous bourgeoisie, the traditional petty-bourgeoisie sections of the working class who had a recent peasant background (hoping for more rational industrialization and development) and the peasantry, which was forced to be proletarians in the cities or abroad. In spite of this convergence of the popular classes, they did not manage to organize and articulate their voices and have a say in the political change of the summer of 1974. It was in reality a change from above.

When K. Karamanlis took his place as the new Prime Minister, he knew that these structural contradictions of Greek economy had to be resolved soon. But he, as well as almost everyone else, knew that the solutions to these contradictions, which had aged since the early 1960's, had to be resolved but under completely new political conditions.

Conclusion

If we were to take the foregoing analysis seriously, we can no longer claim the post-1974 period as a new era. The apparent changes, which were introduced in the aftermath of the Junta (Metapolitefsi) -- e.g. democratic elections, ousting of the Crown, legalization of the C.P. and even recognition of the resistance, rights to women, civil marriage, etc. -- were the result of a phase of a class struggle which began twenty-five years ago. The fact that these reforms were introduced in a familiar watered-down fashion is the result of incapacity of the left to articulate a new discourse and practice, to establish its own hegemony and to become the true protagonist in political developments.

NOTES

1. This is a small part of my Doctoral thesis in process which is entitled: "The Development of Panhellenic Socialist

Movement: 1974-1984".

I would like to thank Helga Stefansson who took pains to make my english readable.

2. See for example: W.O. Candilis **The Economy of Greece.** New York, Praeger, 1968; X. Zolotas. **Monetary Equilibrium and Economic Development.** Athens, 1964; A. Kanellopoulos **The Economy Between Yesterday and Tomorrow.** (I Economia Anamesa sto hthes ke sto Avrio). Athens, Kaktos, 1980.

3. See for example: A. Papandreou **Democracy at Gunpoint.** London, Penguin, 1973; N. Poulantzas **The Crisis of Dictatorships.** (I Krisi ton Dictatorion). Athens, Papazisis, 1975; **Monthly Review** No. 7. Dec. 1972 esp. articles by F. Ladis and A. Papandreou; C. Tsoucalas **The Greek Tragedy.** Middlesex, Penguin, 1969; N. Mouzelis **Modern Greece: Facets of Underdevelopment.** London, The Macmillan Press Ltd., 1978; S. Babanasis - K. Soula **Greece in the Periphery of Developed Countries.** (Kratos ke Kephalieo stin Ellada) Athens, Synchroni Epochi, 1978; K. Vergopoulos, "Introduction to the Study of MOdern Greek Economy" **Monthly Review** (Greek ed.) No. 36, No. 37 May and June, 1983; M. Malios **The Contemporary Phase of Development of Capitalism in Greece.** (I Synchroni Phasi tis Anaptixis tou Kapitalismou stin Ellada). Athens, Synchroni Epochi, 1979.

4. A. Papandreou, "The Structures of Dependency" in **Mont Diplomatique** (Greek ed.) Nov. 1977, also in P. Papasarantopoulos (ed.) **PA.SO.K. and Power** (PA.SO.K. ke Exdusia). Athens, Paratiritis, 1980. p. 186.

5. N. Psyroukis **History of Contemporary Greece.** (Istoria tis Synchronis Elladas) Athens, Epikerotita, 1976, esp. vols. II and III; M. Serafetinidis **The Breakdown of Parliamentary Democracy in Greece 1947-1967.** (unpublished Ph.D. thesis) London School of Economics and Political Science, 1979; M. Serafetinidis et al., "The Development of Greek Shipping Capital and its Implications for the Political Economy of Greece" **Cambridge Journal of Economics.** Fall 1981, pp. 289-310; V. Choraphas, "The Shipping Capital in Greece" **Antitheses.** No. 15; S. Elefteriou, "Greek Capitalism: Problems and Dilemmas **Tetradia** (Notebooks). Nos 2-3, Fall 1981; J. Petras "Notes: Towards a Definition of Greek Political Economy" (mimeo); G. Karabelias, **Small-Middle Democracy** (Mikromesea Demokratia). Athens, Kommouna Editions, 1982.

6. G. Karabelias **op.cit.**, p. 128.

7. M. Serafetinidis et.al. **op.cit.**, pp. 292-296; J. Petras, **op.cit.**, pp. 6-8; M. Serafetinidis, **op.cit.**, Ch. I., pp. 49-66.

8. **Argo**, Jan. 1976, p. 66. Quoted in M. Serafetinidis et.al. **op.cit.**, p. 295.

9. **Ibid.**, p. 195; J. Petras, **op.cit.**, p. 6.

10. G. Karabelias, **op.cit.**, p. 33.

11. C. Tsoucalas, **op.cit.**, p. 137.

12. The average annual growth of GNP in constant prices between 1953-1961 was 6.25 %! **National Accounts of Greece.** No. 16, Athens, 1967.

13. M. Serafetinidis, **op.cit.**, p. 191.

14. G. Coutsoumaris, **The Morphology of Greek Industry.** Athens, Centre of Economic Research, 1963, pp. 59-60.

15. This is one of many cases where capital takes advantage of existing, "traditional" social relations. It would be interesting, for example, to examine in this context the role of women in the production process. Since for obvious reasons the extensive use of upaid female labour, especially in the agricultural and simple commodity production sectors was vital to capital expansion.

16. It is known that the U.S. opts for existence of more than one political scenario that they have some control over, in some countries which they are heavily involved. Thus, in the June-July 1961 negotiations for the formation of Centre Union a top officer of the State Department (McGhee) participated actively promoting the idea. J. Meynaud **Political Forces in Greece** (Politikes Dynameis stin Ellada). Athens, Byron, 1966, pp. 106-107. (Also in English and in French).

17. The presence of a number of shipowners and industrialists in the top leadership of C.U. is well known (e.g. G. Mavros, K. Mitsotakis, P. Garouphalias et.al.)

18. After the election both C.U. and E.D.A. came out with what they called the "Black Bible" in which the irregularities of the biased election were outlined. In fact, the whole elections was organized in a military fashion under the code name "Pericles". See: B. Georgulas **The**

Biased Election of 1961 (I Nothes Ekloges tou 1961). Athens, 1975.

19. M. Serafetinidis op.cit., p. 292.

20. C. Tsoucalas op.cit., p. 175.

21. J. Meynaud op.cit., pp. 292-297.

22. Th. Couloumbis **Greek Political Reaction to American and NATO Influences.** New Haven, Yale University Press, 1966, p.174.

23. M. Serafetinidis op.cit., p. 194.

24. Free collective bargaining was in effect unknown in Greece. The government was the ultimate arbitrator of wages and salaries, which had to be approved by ministerial decree. The same thing used to happen even in cases where the two parties (employers - employees) had agreed. Furthermore the leadership of the National Federation of Labour was not by any means democratically elected. The government, through a very complex set of legal, semi-legal and financial patterns managed to control Trade Unionism. Ch. Jechinis **Trade Unionism in Greece.** Chicago, Labour Education Division, Roosevelt University 1967, p. 160. Also see: Th. Katsanevas **The Contemporary Trade Union Movement in Greece** (To Synchrono Syndikalistiko Kinima stin Ellada). Athens, Nea Sinora, 1981.

27. Here, clientelism is defined as a system of information, voluntary bipolar exchange(s)/relationship(s) between unequal partners where one party enters the relationship(s) with a set of services and promises, which often go beyond the public realm and the other promises in return, certain behaviour, usually electoral. In other parts of this thesis a detailed analysis of the roots and the evolution of clientilism has been made. It is our thesis that the patronage system which has prevailed in Greek politics and its origin are not to be attributed to racial characteristics. The peculiar development of the Greek political economy (since the 19th century) i.e., the failure of Greek capital to develop along industrial lines, the predominance of merchant, finance expatriate capital in the accumulation process, the subsequent overgorwth of the Greek state, and the isolated subjective living conditions of the population in the countryside are at its heart. Thus, clientelism developed as a pattern of reflecting Greek social - political contradictions and the class struggle itself - in the last analysis. In fact, it not only continues to change

along with the sociological developments but it also conditions the new social and political developments. This is a trend which is alive today and must be kept in mind if we are to understand patronage and favouritism in Greece in the 1980's.

26. M. Serafetinidis **op.cit.**, p. 299.

27. One of the striking incidents of this kind was a 5-hour battle between 7,000 policemen and demonstrators in Athens (April 20, 1962). **Ibid.**, p. 300.

28. C. Tsoucalas **op.cit.**, p. 183.

29. J. Meynaud **op.cit.**, pp. 121-123.

30. **Ibid.**, pp. 115-118.

31. N. Svoronos "Sketch of Social and Political Evolution in Greece" in N. Svoronos **"Analekta" of Modern Greek History and Historiography** (Analekta Neoellinikis Istorias ke Istoriographias). Athens, Themelio, 1982; also in **Temps Modernes.** vol. 25, 276, Paris, 1968, -. 306.

32. A. Papandreou, Democracy..., **op.cit.**, p. 127. The inflow of foreign capital increased very rapidly and to unprecedented levels. In 1960 it was $11.5 million, in 1963 $50 million and in 1966 $157.5 million. (N. Mouzelis, "Capitalism and the Development of the Greek State" in R. Scare (ed.)) **The State in Western Europe.** London, Croom Helm, 1980, p. 253. These figures become particulary impressive if we consider that U.S. military aid was terminated in 1964.

33. M. Serafetinidis **op.cit.**, p. 235.

34. Serafetinidis et.al. **op.cit.**, p. 301.

35. G. Karabelias **op.cit.**, p. 129.

36. For an extensive and impressively well researched analysis of the "Royal Coup" see: J. Meynaud **The Royal Deviation from Parliamentarism of July 1965.** Athens, Byron, 1974. Also published as **Rapport sur l'abolition de la democratie en Grece.** Montreal, Etudes de science politique, 1967.

37. It is not by accident that people like P. Garoufalias and K. Mitsotakis, an industrialist and a shipowner led the split and the "apostates".

38. G. Karambelias **op.cit.**.

39. Ch. Jechinis **op.cit.**, pp. 159-160.

40. N. Psyroukis **op.cit.**, vol. III, pp. 360-361.

41. 114 was the last article of the 1952 constitution which was appealed to the patriotic feelings of the people of Greece for the preservation of democracy.

42. N. Psyroukis **op.cit.**, p. 359.

43. A. Papandreou Democracy..., **op.cit.**, p. 176.

44. C. Tsoucalas "Class Struggle and Dictatorship in Greece" in **New Left Review**, No. 56, July-August, 1969.

45. Karamanlis' interview in **Le Monde.** Nov. 29, 1967 quoted as an appendix in M. Genevois, **The Greece of Karamanlis.** London, Doris Publications, 1973.

46. C. Tsoucalas **op.cit.**.

47. S. Gregoriadis **History of the Dictatorship** (istoria tis Diktatorias). Athens, Kapopoulos, 1975, vol. 1, pp. 38-39.

48. R. Miliband **The State in Capitalist Society.** London, Quarter Books, 1973, p. 247.

49. It is proven that the Crown was preparing a coup with the cooperation of the Generals (Royal Coup). The explanation to why the secret U.S. intelligence endorsed the young officers' action must be sought in both the class origin of the younger officers - they were much closer to the popular classes than the generals, who for years, had been associated with the corruption of the palace - and the internal structure of the officers' promotions. The stagnation of the younger officer to lower ranks for years made them the perfect candidates for the job. For a more extensive explanation of the latter point see: N. Mouzelis Greece... **op.cit.**, ch. 7.

50. J. Katris **The Genesis of Neo-Fascism in Greece** (I Genesis tou Neofasismou stin Ellada). Athens, Papasisis, 1974, p. 256. Also in English as **Eyewitness in Greece: The Colonels Come to Power.** St. Louis, New Critics Press, 1971.

51. New Word, vol. 10/67, p. 9.

52. **Ibid.**, p. 11.

53. Due to the underground conditions within which they had to operate, the Communist Party had two polit-bureaus: one in the country and one abroad with Prague as its base. There was always some friction as to exactly where the party line was to be produced. Although this friction was often expressed as a personality conflict, the political implications for the party's development and direction were tremendous.

54. M. Nikolinakos **Resistance and Opposition 1967-1974** (Antistasi ke Antipolitefsi). Athens, Olkos, 1975, p. 56. Also in German "Widerstand and Opposition in Griechenland".

55. **Ibid.**

56. **KOM.EP.** (Communist Review), vol. 6/1970, p. 23ff; and **KOM.EP.**, vol. 10/1971, p. 74ff.

57. **New World.** No. 3-4, March-April 1974.

58. **Democratic Defence's** (Demokratiki Amina). Constitution.

59. From personal interviews with a number of D.A.'s members: Summer 1983. Also see: **Exit** (Exodos). No. 8-11, p. 3-8.

60. Its 1974 program is a case in point.

61. See for example A. Papandreou's "Call for the Unity for the Liberation Struggle". Nov. 1970, in **From P.A.K. to PA.SO.K.** (Apo to P.A.K. sto PA.SO.K.) Athens, Ladias, 1976; and **The Liberation Struggle** (O Apelefterotikos Agonas). Published by P.A.K. in 1974.

62. **Struggle** (Agonas) 28/7 and 27/9, 1973.

63. In November 1971 he did not respond to an invitation to attend C.U. Conference. M. Nikolinakos **op.cit.**, p. 71.

64. Interviews with members of D.A. and other small resistance groups (Summer 1983).

65. Interviews **Ibid.** and also M. Nikolinakos **op.cit.**, pp. 66-72.

66. Interview with D. Vasiliadis leading member of P.A.K. in Munich during the dictatorship. July 17, 1984. More on P.A.K.'s structure see D. Vasiliades **P.A.K.-PA.SO.K.: Myth and Reality** (P.A.K.-PA.SO.K.: Mythos ke Pragmatikotita). Athens, Dialogos, 1977.

67. Ibid.

68. The C.P. in its international broadcasting, condemned the uprising as adventurous. The rapid success of the movement, however, led its student organization in Greece to get actively involved.

69. From the press release of the "Co-ordinating Committee" mimeo; also quoted in A. Papandreou "Greece: The Meanding of the November Uprising" in **Monthly Review.** vol. 25, No. 9, Feb. 1974, p. 9.

70. We all know the prominance of this slogan in PA.SO.K.'s political discourse.

71. There is a vast literature on the repressive, authoritarian aspect of the Junta regime. See for example: J. Katris **op.cit.**; S. Gregoriades **op.cit.**, vol. 1-3; G. Giannopoulos, R. Clogg (eds.) **Greece Under Military Rule.** London, Secker and Warburg, 1972; **Torture in Greece.** London, Amnesty International Publication, 1977; Ch. Korizis **The Autocratic Regime 1967-1974** (To Aftarchiko Kathestos 1967-1974). Athens, Gutenberg, 1975; S. Zorbala **The Neo-Facism in Greece 1967-1974** (O Neofasismos stin Ellada). Athens, Synchroni Epoche, 1978, et.al.

72. The Papakonstandinou, **Political Education.** Athens, Kabanos Hello, 1972.

73. N. Poulantzas **op.cit.**, p. 27.

74. M. Nikolinakos **op.cit.**, pp. 134-137.

75. See for example: J. Pesmatzoglou, "The Economic and Social Heritage of the Dictatorship in, **July 24 1974: The Return to the Democracy and its Problems** (I Epistrofi stin Demokratia ke ta problimata tis). Athens, Estia, 1975, pp. 20-36; V. Nefeloudis, **Demytholization in the Language of Numbers** (Apomythopiisi stin Glossa ton Arithmon). Athens, Armos, 1973.

76. N. Poulantzas **op.cit.**, p.24-25.

77. From O.E.C.D. reports, quoted in **ibid.** p. 103.

78. **Ibid.** p. 41.

PAYSAGES DE MACEDOINE

Rene-Claude Bondoux*

Resume

L'auteur de cet article expose les resultats d'une etude menee par un groupe de chercheurs (Ecole Pratique des Hautes Etudes a Paris) sur l'histoire des paysages de Macedoine, de la fin du Moyen-Age a nos jours. Cette recherche, met les bases d'une etude de la societe paysanne et de l'economie agraire de la region. Les resultats obtenus a partir de la recherche sur le terrain ont ete completes par un grand nombre de temoignages de voyageurs qui ont parcouru la region depuis le XVIe siecle.

Abstract

This article presents the results of a study carried out by a group of researchers (Ecole Pratique des Hautes Etudes a Paris) regarding the history of landscapes of Macedonia from the last decades of the Middle-Age to the present. The research discussed in the context of this article paves the way toward the study of the peasant society and the agrarian economy of the region. The results of this research have been based on data obtained through field study and have been completed with the collection of a large number of testimonies of individuals who travelled throughout the region since the beginning of the 16th century.

L'édition des archives des monastères du mont Athos se poursuit à un rythme régulier: le Centre de Recherche d'Histoire et Civilisation de Byzance (au Collège de France, à Paris) vient de publier les actes de Diocheiariou, et la première partie des actes d'Iviron est pratiquement sous presse. Les pièces conservées dans les bibliothèques des monastères (actes de donation et d'achat, registres d'imposition etc.)représentent une source de premier ordre pour l'étude de la société paysanne et de l'économie agraire en Chalcidique et en Macédoine à partir du Xème siècle. Les actes sont souvent rédigés avec une telle précision que l'historien voit, à la lecture, se dessiner sous ses yeux un paysage dont les caractéristiques servent à délimiter les domaines appartenant aux monastères: lits de torrents, haies, talus, arbres isolés, lisières des forêts, friches, routes, ravins, étendues cultivées, parcelles de vigne représentent autant de points de repère que les notaires et les géomètres du fisc enregistrent et décrivent minutieusement lorsqu'ils rédigent le «periorismos» (la délimitation) des terres acquises. Le possessions des monastères de l'Athos se situent principalement en Chalcidique, dans la vallée du Strymon et sur le pourtour du Pangée. Grande

*Agrégé de l'Université
docteur de 3eme cycle, Paris

est donc pour l'historien la tentation de retrouver aujourd'hui sur le terrain les traces de ces repères si précis. Ce sont les similitudes et les differences constantées, dans un premier temps, entre le paysage actuel et ce qui transparaît, dans les actes, du paysage médiéval, qui ont conduit un groupe de chercheurs sous la direction de Jacques LEFOR (Directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, à Paris) à jeter les bases d'une histoire des paysages en Macédoine orientale de la fin du Moyen-Age à nos jours.

Une telle entreprise exigeait une connaissance très exacte du paysage actuel et surtout des conditions physiques de son évolution. Bernard GEYER, géographe spécialiste des paysages de rives de la Méditerranée, a mené à terme cette étude grâce à deux missions sur le terrain (en 1981 et 1982) et à des compositions colorées fournies par le satellite Landsat 2. Le premier chapitre de cet ouvrage comble donc une lacune importante puis-qu'aucune étude géographique détaillée n'avait jusqu'à ce jour été consacrée à la région s'etendant de la vallée de l'Axios au bassin de Drama. A la description géomorphologique des nombreux massifs et dépressions qui la composent s'ajoute une étude climatique utilisant les observations thermiques et pluviometriques enregistrées, selon les cas, pendant la première ou la deuxième moitié de ce siècle. Mais c'est surtout son étude originale des sols et de la végétation qui retiendra l'attention de l'historien car l'évolution du paysage, c'est-à-dire l'extension et la répartition des cultures, des pâtures et de la forêt, dépend beaucoup, dans les zones particulièrement fragiles, de la capacité des especes végétales à se reconstituer -- après intervention de l'homme -- en fonction du relief, de la nature des sols et des conditions climatiques. De fait il ne reste guère de traces de la végétation originelle, dans son état antérieur à l'installation massive de l'homme: quelques bois de chênes blancs et de hêtres trouvent encore les conditions favorables pour resister a l'expansion d'espèces très représentatives d'une végétation dégradée, ou en voie de dégradation, comme le chêne-kermès. L'intervention de l'homme a été décisive dans cette évolution: en détruisant des forêts dans les régions où les conditions climatiques rendaient déja fragile le couvert végétal, il a fortement contribué à créer ces espaces dénudés qui caractérisent le paysage de Macédoine orientale dans les zones de collines et au piémont des massifs; la couverture forestière dense qui couronne les massifs ne devant sa relative stabilité qu'aux conditions d'altitude... et au recul récent de l'élevage des caprins.

Mais comment reconnaître dans les paysages actuels les aspects qui datent vraisemblablement du Moyen-Âge ou ceux au contraire qui sont apparus à une date plus récente? Pour mesurer la nature et le rythme des transformations qui ont affecté le paysage depuis la fin du Moyen-Âge, on ne pouvait se contenter d'une description -- aussi exacte fût elle -- de l'état et des conditions d'exisetence du paysage actuel. Cinq autres chercheurs

(Paul BELLIER, Rene-Claude BONDOUX, Jean-Claude CHEYNET, Jean-Pierre GRELOIS et Vassiliki KRAVARI) ont eu l'idée de faire appel aux témoignages de voyageurs de toutes nationalités qui ont parcouru ou simplement traversé une partie ou l'autre de cette région depuis le XVIè siècle. Parmi ceux-ci, beaucoup, nourris de culture classique, n'aspiraient qu'a identifier des sites antiques, à relever des incriptions, à trouver ou acheter d'anciennes monnaies, mais il n'en est aucun chez qui on ne trouve telle ou telle observation révélatrice d'un etat du paysage. L'un note le plaisir qu'il éprouve à se reposer d'une longue chevauchée sous un bouquet d'arbres... aujourd'hui disparu. Tel autre, décrivant avec lyrisme la vue panoramique qu'il découvre en descendant du mont Chortiatès vers les lacs de Lagkadas et Bolbè, signale comme un point de repère près de Lagkadas un bois circulaire "de deux lieues de circonférence" ...dont nous apprenons ainsi l'existence au XVIIIè siècle. Le même voyageur, suivant la côte du golfe d'Orphano depuis le défilé de Rentina jusqu'a l'embouchure du Strymon, déclare parcourir une côte sablonneuse et nue... qu'un autre voyageur, quelques années plus tôt avait décrite comme plantée de hauts arbres. Autant de différences, même minimes, qui font vivre devant nos yeux un paysage reflétant les traces d'une pression démographique de plus en plus forte. Ces voyageurs sont nombreux: français, anglais, allemands, serves, turcs, bulgares, russes... et grecs[1]. Animés de curiosités variées, nationaliste serbe, fonctionnaire turc, botaniste allemand, officier anglais, consul francais etc., ils ont le mérite de fournir également de nombreux chiffres de population, fort utiles tant que les recensements fiscaux ottomans ne seront pas consultables sous une forme accessible[2]. Nous nous devons d'accorder une place particulière a Nikolaos Schinas[3]: colonel du génie de l'armée grecque, il recut l'appui du gouvernement grec pour parcourir, déguisé, le territoire ottoman de Macédoine dans les années 1880. Il a littéralement quadrillé le pays, décrivant minutieusement les routes et les chemins, mentionnant les ponts et les points d'eau, précisant la nature du terrain et, souvent, de la végétation, mesurant les distances, estimant le nombre des habitants, signalant leur religion, comptant les écoles, les magasins, les tavernes, les postes de garde. Nombre de ses observations se retrouveront dans le manuel distribué par le War Office aux officiers de l'armée anglaise en poste sur le front de Macédoine en 1916!

Ce n'est que pendant la deuxième moitié du XIXè siècle que les voyageurs sont suffisamment nombreux pour qu'on puisse comparer avec fruit leurs témoignages sur l'ensemble de la région. Les informations qu'ils fournissent permettent de tracer une carte de l'habitat vers la fin du XIXè siècle. On y trouve, localisés le plus exactement possible, tous les lieux habités cités par les voyageurs (bourgs, villages, machalades, métoques, çiftlik et habitats temporaires), soit près de 700 localités dont un nombre non negligeable a aujourd'hui disparu. On s'aperçoit que la densité y est forte et que la population est en expansion dans toutes les

agglomérations jusqu'aux guerres balkaniques. Sans doute cette région n'a-t-elle pas encore fait son plein de population à cette époque puisqu'elle sera capable d'accueillir, après 1923, des centaines de milliers de réfugiés d'Asie Mineure; mais elle a assurément connu alors son peuplement le plus couvrant. Les versants des massifs et les hautes collines supportaient de nombreux villages qui, une fois abandonnés par leur habitants -- généralement turcs, ont décliné tres rapidement. . Citons le cas de Phlamouri, village de montagne à 12 km au Nord-Nord-Ouest de Sochos, qui a compté jusqu'à 1600 habitants vers 1890 et qui a aujourd'hui totalement disparu. Une telle occupation des sols permet de comprendre que la forêt a régressé de façon notable au cours du XIXè siècle. L'extension des cultures s'est faite au détriment des quelques lambeaux de forêt subsistant à basse altitude (en Chalcidique occidentale par exemple) et de la couverture forestière des versants, entamée par les défrichages et par le pâturage intense des caprins. Ces quelques observations doivent, bien entendu, être modulées en fonction des conditions locales, mais ce n'est pas ici le lieu de reproduire les études détaillées que nous avons faites en posant nos pas dans les traces des voyageurs d'antan.

Qu'il suffise de dire que l'analyse d'une si grande masse de documents ne peut conduire à des conclusions précises que lorsqu'on dispose pour un même lieu de descriptions détaillées et remarquables par leurs discordances ou leurs concordances -- d'autant plus intéressantes lorsque les archives médiévales du mont Athos peuvent également être mises à contribution. Une vingtaine d'études de cas permettent ainsi à Bernard GEYER, dans le troisième et dernier chapitre, de préciser son "esquisse pour une histoire des paysages macédoniens depuis l'an mil". Il propose a titre d'hypothèse, une vue d'ensemble sur l'évolution des paysages depuis le Néolithique, d'après les indices (palynologiques, géomorphologiques et archéologiques) qui ont pu être rassemblés. L'influence de l'homme se fait sentir sur les paysages dès le Vè millenaire avant J-C, comme le suggèrent les diagrammes palynologiques (étude des pollens extraits du sol par carottage) établis par T.A. Wijmstra a Philippes et N. Athanasiadis a Litochoro[4] (site de plaine a 70 km au Sud-Sud-Ouest de Thessalonique); mais la répartition des sites néolithiques suggère une occupation très lâche. La première phase notable de dégradation et de recul de la forêt semble liée, dès le VIIè siècle avant J-C à la colonisation grecque puis au developpement des cités. Les mêmes études palynologiques renforcent l'idée d'une récession démographique entre les IIIème et VIè siècles de notre ère se traduisant par un recul des indicateurs de culture et une progression importante des arbres. Après une phase de stabilisation jusqu'au IXe siecle, la couverture forestiere recule a nouveau du Xè au XIVè siècle, en relation avec un nouvel essor démographique, interrompu par la grande peste de 1347. Sans doute la forêt a-t-elle ensuite bénéficié du refroidissement

progressif du climat du XVIè au XVIIIè siècle mais l'accroissement démographique sensible dans la seconde moitié du XIXè siècle a de nouveau enclenché le processus de dégradation qui n'à fait que s'accentuer jusqu'a la fin de la guerre civile. Ce n'est que très récemment, avec l'exode rural, que la pression humaine sur les milieux végétaux dégradés s'est amoindrie en raison surtout de la forte diminution des troupeaux et de la quasi disparition des charbonniers. Ce sont principalement les bas des versants des massifs qui ont pu garder les traces des formes successives d'occupation. Les paysages ont en revanche peu changé dans les plaines (avant les grands travaux d'assainissement de l'entre deux guerres), au sommet des versants et sur les hautes terres.

Cette étude est suivie d'un long appendice documentaire constitué de notices rassemblant, pour chaque lieu habité signalé par les voyageurs, les références, les divers noms utilisés (slaves, turcs, grecs ou autres), les éléments de localisation, les chiffres de population et la plupart des choses vues par les voyageurs sur place et aux alentours. En nous en tenant exclusivement aux témoignages des voyageurs nous ne pouvons, bien entendu, prétendre fournir une liste exhaustive des habitats de cette vaste region qui correspond a la partie du nome de Thessalonique située à l'Est du Gallikos, au nome de Chalicidique et au nome de Serrès augmenté de l'éparchie du Pangée. Toutefois la comparaison avec les cartes de l'époque montre que très peu d'agglomérations -- et pour la plupart très petites -- ont échappé à l'oeil de tous ces voyageurs cumulés.

Ainsi le lecteur, déployant la grande carte hors texte au 1/200,000 peut-il d'un même coup d'oeil examiner la distribution, la nature et l'importance de l'habitat vers 1900, étudier son rapport avec la répartition des paysages actuels et repérer (d'après des symboles appropriés) les concordances et les discordances qui se dégagent des témoignages des voyageurs. Notre souhait le plus vif est d'inciter de nouveaux voyageurs à porter sur les beaux paysages de Macedoine et de Chalicidique un regard aussi attentif que leurs devanciers qui, il est vrai , prenaient plus que nous le temps de les contempler lorsqu'ils parcouraient les chemins à pied, à cheval, ou à dos de mulet.

NOTES

1. List chronologique (par date de plublication) des voyageurs les plus utiles pour notre étude:

   P. Belon (1517-1565), Hadjdji Khalifa (1608-1657), Evliya Celebi (1611-1684), P. Lucas (1664-1737), E.M. Cousinéry (1747-1833), L.A.F. Beaujour (1765-1836), E.D. Clarke (1769-1822), W.M. Leake (1777-1860), D. Urquhart (1805-1877), A.

Boue (1794-1881), H.A.R. Grisebach (1814-1879), P. Uspenskij (1804-1885), A. Viquesnel (1800-1867), B.M. Nicolaidy (1821-? après 1883), N.B. Chrysanthidès (floruit 1869), N.G. Philippidès (1845 - apres 1891), N.Th. Schinas (1844-1912), S. Gopčević (1855-1926?), V.I. K'nčov (1862-1902), G.F. Abbot (fin XIXè - début XXè), A. Struck (1877-1911), J. Cvijić (1865-1927), V.A. Karamanov (2è moitié XIXè - 1ère moitié XXè), Ch. Avezou (1887 -1915), L. Schultze Jena (1872-1955).

2. L'article de B. Dèmètriadès Φορολογικές κατηγορίες των χωριών της Θεσσαλονίκης, **Makedonika**, 20, 1980, pp.375-462, représente un premier pas en ce sens. Nous avons également utilisé les données du premier (1913) et du second (1920) recensements grecs dans cette région.

3. N. Schinas, Οδοιπορικαί Σημειώσεις Μακεδονίας, Ηπείρου, νέας οροθετικής γραμμής και Θεσσαλίας, Athenes, 3 vol., 1886-1887.

4. N. Athanasiadis, **Zur Postglazialen Vegetationsentwicklung von Litochoro Katerinis und Pertouli Trikalon (Griechenland)**, Bâle, 1975. T.A. Wijmstra, Palynology of the first 30 meters of a 120 meter deep section of Northern Greece, **Acta Botanica Neerland.** 18, 19 pp.511-528.

CHYPRE

Une Nouvelle Tentative de Mediation de L'ONU

Les représentants des communautés grecque et turque de Chypre ont quitté l'Île le samedi 4 août pour Vienne, où ils doivent avoir, lundi et mardi, des consultations séparées avec le secrétaire général de l'ONU. Cette tentative de médiation de M. Perez de Cuellar est la première depuis que la partie turque de l'Île, occupée par l'armée turque depuis 1974, s'est proclamée indépendante. Ces consultations ont peu de chance de déboucher sur un résultat immédiate, mais elles devraient permettre à M. Perez de Cuellar de mettre au point ultérieurement des propositions pour un règlement global du problème chypriote.

Peu de gouvernements, autant que celui de Chypre, peuvent se targuer de défendre une cause que les instances internationales soutiennent avec autant de constance et de fermeté. Le Conseil de sécurité avait condanmé le débarquement des troupes turques dans l'île le 20 juillet 1974 et, depuis, il a adopté plusieurs textes, notamment en 1975 et en 1983, rappelant a chaque fois ses résolutions précédentes et réclamant avec insistance leur application afin de mettre un terme à la partition du territoire.

La résolution 550 adoptée le 11 mai 1984, encore plus vigoureuse que les précédentes, "condamne toutes les mesures sécessionnistes, y compris le prétendu échange d'ambassadeurs entre la Turquie et les dirigeants chypriotes turcs, déclare ces mesures illégales et invalides et demande qu'elles soient immediatement rapportées". En outre, elle "réitère l'appel lancé à tous les Etats de ne pas reconnaître le prétendu Etat dit "République turque de Chypre-Nord" et leur demande de n'encourager ni d'aider d'aucune manière l'entité sécessionniste". Enfin, une fois de plus, elle presse le secrétaire général de l'ONU de faire appliquer les textes votés.

Pourtant les différentes puissances qui défendent avec force ces principes et qui pourraient accélérer un règlement de la question chypriote ont toutes de bonnes raisons, qu'elles se gardent d'avouer publiquement, pour ne pas intervenir. Ainsi des Etats-Unis qui portent d'ailleurs une certaine responsabilité dans l'invasion des troupes turques. Washington, qui a toujours ménagé la Turquie, son alliée dans l'OTAN, compte aussi beaucoup sur elle pour compenser dans la région la perte de l'Iran.

Logiquement, l'Union soviétique devrait faire contre poids aux Etats-Unis. Elle a d'allieurs fait des avances a Chypre et laissé entendre qu'elle serait prête à absorber la quasitotalité de ses exportations-ce qui aurait pour inconvénient de rendre l'île bien dépendante. Cela étant, Moscou agit avec prudence, comme

toujours avec Ankara. L'URSS peut en outre se satisfaire du statu quo, le problème de Chypre étant un épine dans le pied de l'OTAN.

Que se passerait-il si, prenant prétexte d'une initiative soviétique, la Turquie étendait sa présence à Chypre au nom de sa propre défense? Et si, par solidarité avec les Chypriotes grecs, Athènes était amenée à réagir, la riposte d'Ankara ne consisterait-elle pas à faire valoir des revendications sur les îles grecques de la mer Egée? Ainsi, pour les deux grands, Chypre est-elle à la fois comme un domino qui peut faire tomber les autres si on y touche, et comme un abcès de fixation si on observe le statu quo.

La CEE aussi est favorable à une solution et elle ne manque pas d'atouts pour inciter Ankara a la modération et hâter un règlement entre Chypriotes grecs et turcs. Le plus efficace serait de conclure avant la fin de l'année, comme le demande le président Kyprianou, les négociations qui traînent depuis 1972, sur l'union douanière entre les Dix et Chypre. L'île étant représentée par son gouvernement légal, seul reconnu, l'accord concernerait l'ensemble du territoire.

Il tiendrait pour nulle la partition mais, en meme temps, pourrait présenter des avantages pour les Chypriotes turcs qui connaissent de réelles difficultés économiques et dont le niveau de vie a baissé.

Eviter une crise avec Ankara

Mais, là encore, certains Etats membres peuvent faire traîner les choses pour éviter une éventuelle crise avec Ankara et sauvegarder leurs intérêts nationaux. C'est le cas, entre autres, de la Grande-Bretagne, qui a contribué dans les années cinquante à dresser l'une contre l'autre deux communautés qui coexistaient depuis des siècles, en utilisant comme supplétif des Chypriotes grecs qui luttaient pour l'indépendance et pour l'Enosis (rattachement à la Grèce). Or, Londres, tout comme la R.F.A., est ajourd'hui un important partenaire commercial de la Turquie. Aussi, le gouvernement de Nicosie compte-t-il particulièrement sur la France, qui lui a apporté le soutien le plus déterminé, pour empecher que les négociations avec le CEE ne s'enlisent.

Même complexité du côte des non-alignés. Autant par respect du droit que par solidarité avec un de ses membres fondateurs, le mouvement des non-alignés appuie sans réserve le gouvernement de Chypre sur le plan des principes. Mais dans la pratique, certains chefs de file, oubliant la disproportion des forces en présence, notent que l'île est bien près de la Turquie et qu'on ne peut totalement ignorer ses intérêts stratégiques et son souci de ne pas avoir à Nicosie un gouvernement hostile.

Les Etats membres de la Ligue arabe -- avec lesquels Chypre entretient d'excelents rapports (le Monde daté 5-6 août) -- appartiennent pour la plupart au mouvement des non-alignés et en totalité à l'organisation de la conférence islamique. Aucun pays arabe ou musulman n'a reconnu jusqu'ici -- sauf la Turquie -- la "République" proclamée par M. Denktash le 15 novembre 1983. Mais on a noté que ce dernier a assisté commeobservateur au "sommet" islamique de Cassablanca en janvier dernier, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter le gouvernement de Nicosie.

Les perspectives, on le voit, ne son pas brillantes. Les bases d'une solution se trouvent dans l'île même. En effet, tous les partis politiques chypriotes grecs sont favorables à un règlement. Ils divergent sur les moyens d'y parvenir mais n'ignorent pas qu'il est impossible de revenir complètement à la siutation qui prévalait avant 1974. Ils admettent les concessions faites par le président Kyprianou tant sur le plan de l'organisation fédéral que sur celui de l'organisation territorial, puisqu'il propose a la communauté turque 25 % de l'île, alors qu'elle ne représente que 20 % de la population.

Pour sa part, M. Glafkos Clerides, chef du Rassemblement démocratique (parti de droite de l'opposition), va plus loin. "Nous avons perdu une guerre et cela se paye, dit-il. Il faut admettre que Chypre sera une République indépendante, souveraine, non alignée, mais fédérale et bicommunautaire. Il faut discuter de zones plus que de superficie. Ainsi, il est plus important de récupérer Famagouste, même si elle ne représente que 0,5 % ou 1 % de superficie, plutôt que 3 % de terres agricoles. Il faut aussi tenir compte du facteur temps et faire preuve de réalisme. Il y a une vague intégriste. Si le panislamisme continue à progresser, que ferons-nous dans vingt ans? Qui peut garantir que, d'ici là, si une solution n'est pas trouvèe, des pays islamiques ne finiront pas par reconnaître la "République" de M. Denktash?

Dans la zone nord, les Chypriotes turcs qui observent avec envie les succès des Chypriotes grecs, supportent de plus en plus mal la présence des colons d'Anatolie et les soldats turcs. Bien qu'ils se soient ralliés sous la pression à la proclamation de la "République" sécessionniste, les partis d'opposition n'y étaient pas favorables et ils continuent à tenir tete a M. Rauf Denktash, qui ne maintient son autorite qu'avec le soutien d'Ankara. La Turquie peut certes ignorer les voeux de l'opinion publique à Chypre et dans le monde, mais sa position risque d'être inconfortable.

Paul Balta

Le Monde du 7 août 1984

Cyprus : A Divided Island

(a book by Christopher Hitchens)

After a decade of relative immobility, the problem of Cyprus has thrust itself back into world consciousness, if not yet the world's conscience. The declaration last November by the Turkish Cypriots (forming less than 20 per cent of the island's population) backed by the Turkish Army (occupying nearly 40 per cent of the island's area) has stimulated new international efforts to resolve a dispute which lies like an unexploded bomb in the heart of the Eastern Mediterranean. Its explosion could blow apart the Western Alliance, NATO and the European Community. But so far Western efforts to neutralize it seem to have been attempted through controlled detonations rather than a careful diplomatic defusing. This book lays a large part of the blame for the present situation of Cyprus on the United States Government and especially its chief foreign policy adviser during much of the seventies, Dr. Henry Kissinger. Mr. Hitchens argues that the Turkish invasion of Cyprus in 1974 was not the climax of the struggle of the Greek Cypriots for union with Greece but was the outcome of a super-power design for partition which began to develop only four years after Cyprus had achieved independence in 1960. This idea of partition reflected only the strategic requirements of outside powers, it did not conform to local needs.

Mr. Hitchens gives a lively and elegantly concise account of the earlier history of the island leading up to the creation of the Cyprus Republic under Archbishop Makarios in 1960. The new state was founded on the renunciation of both enosis (union of the whole island with Greece) and taksim (partition with the Turkish Cypriot slice joining up with mainland Turkey). The international structures were subject to guarantees by Greece, Turkey and Britain, each of whom maintained some troops on the island; Britain also had two sovereign military bases.

It was in 1964 that the first step towards partition took place. That year also marked the replacement of Britain by the United States as the chief international arbiter in the dispute. President Johnson gave the Greek Prime Minister the rough edge of his Texan tongue but he also warned the Turks off an invasion of Cyprus and sent Dean Acheson to mediate and suggest a solution. The main aim of US policy then was to avoid a Greco-Turkish war or a split inside NATO, and secondly to get rid of Makarios who was seen by many in Washington as "the Mediterranean Castro", too friendly to Russia.

The plan suggested by Acheson was intended to give Greece and Turkey each something at the expense of Cyprus which would remain under ultimate control of the two countries. Most of the island would unite with Greece, and in the remainder there would be Turkish Cypriot cantons and Turkish military bases. But Mr.

Hitchens produces plausible evidence that at the same time the United States was giving covert support to the Greek military junta, which seized power in 1967 and from 1970 onwards waged a campaign to get rid of Makarios in alliance with Greek Cypriot extremists.

It was the Athens junta's engineering of the 1974 military coup in Cyprus to remove Makarios which precipitated the Turkish invasion of the island in 1974 and laid the ground for the present de facto partition. But, concludes Mr. Hitchens, it was Kissinger who decided to let the campaign against Makarios go ahead, Kissinger who tried to screen the Greek junta from the fatal consequences of that policy, Kissinger who engineered and led the switch to Turkey when both these expedients failed, and Kissinger who persuaded the British Government to renege on its treaty obligations.

Indeed, one of the more miserable aspects of the whole tragic was the extraordinary pussy-footing attitude of the then British Foreign Secretary, James Callaghan, damningly illustrated by his evidence to a House of Commons Select Committee on the 1974 crisis.

If the pages on Dr. Kissinger sometimes read more like a brief for a prosecuting counsel than the summing-up of a judge, there remains a strong case for Dr. Kissinger to answer. More important, there still exists a huge miscarriage of justice which the people of Cyprus deserve to have set right.

Robert Stephens

The Observer, July 29, 1984

Le Mouvement des Non Alignés Réitère son Soutien envers Chypre

La 3e Conférence des Ministres du Travail des pays non alignés et d'autres pays en voie de développement, qui a eu lieu au Nicaragua du 10 au 13 mai 1984, a adopté la résolution suivante sur Chypre:

"La 3e Conference des Ministres du Travail des pays non alignés et d'autres en voie de développement, qui a eu lieu à Managua, au Nicaragua, du 10 au 13 mai 1984.

Rappelant les résolutions appropriées des Nations Unies sur le problème chypriote et en particulier les résolutions 365 (1974), 367 (1975), 541 (1983) 550 (1984) du Conseil de Sécurité ainsi que la résolution 2131 (1974) adoptée a l'unanimité par l'Assemblée Générale, et déplorant que ces résolutions n'ont pas été encore mises en application.

Gravement préoccupée par l'occupation militaire étrangère continue d'une partie du territoire de la République de Chypre,

Gravement préoccupée également par l'aggravation de la crise résultant directement d'autres actes sécessionnistes entrepris par les autorités d'occupation étrangères et la partie chypriote turque dans la partie occupée de la République de Chypre,

Condamnant tous les efforts ou actes visant a modifier la structure démographique de Chypre,

1. **Réaffirme** son entier soutien envers la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité et le non alignement de Chypre,

2. **Réaffirme** de plus les résolutions et les décisions appropriées des Nations Unies ainsi que les prévisions des déclarations et communiqués des Non Alignés concernant la question de Chypre et exige leur mise en application efficace et immédiate.

3. **Exige** le retrait immédiat des forces d'occupation étrangères dont la présence permet entre autres, les actes sécessionnistes susdits.

4. **Condamne** les actes sécessionnistes susmentionnés et les déclare nuls et non avenus et demande instamment leur annulation immédiate.

5. **Prie instamment** de respecter entièrement les droits de l'homme de tous les Chypriotes, et d'établir des mesures pour le rétour des réfugies dans leurs foyers en sécurité.

6. **Demande** à tous les états de s'abstenir de toute mesure qui pourrait saper l'entière intégrité territoriale, la souveraineté et l'unité de la République de Chypre.

7. **Réitère** son soutien envers la mission de bons offices du Secrétaire général pour la recherche d'une solution rapide au problème de Chypre dans le cadre des résolutions appropriées du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Security Council Resolution 550 - Strongest UN Decision on Cyprus

The Security Council adopted on Friday 11/5, by a vote of 13 in favour (U.S.S.R., People's Republic of China, United Kingdom, France, India, Egypt, Peru, Ukraine (S.S.R.) Upper Volta, Zimbabwe, Netherlands, Malta and Nicaragua), to one against (Pakistan) and with one abstention (United States), resolution 550 (1984) on Cyprus. The resolution reads as follows:

"The Security Council,

Having considered the situation in Cyprus at the request of the Government of the Republic of Cyprus,

Having heard the statement made by the President of the Republic of Cyprus,

Taking note of the report of the Secretary-General (S/16519),

Recalling its resolutions 365 (1974), 367 (1975), 541 (1983) and 544 (1983),

Deeply regretting the non-implemention of its resolutions, in particular resolution 541 (1983),

Gravely concerned by the further secessionist acts in the occupied part of the Republic of Cyprus which are in violation of resolution 541 (1983), namely, the purported "exchange of Ambassadors" between Turkey and the legally invalid "Turkish Republic of Northern Cyprus" and contemplated holding of a "constitutional referendum" and "elections", as well as by other actions or threats of actions aimed at further consolidating the purported independent state and the division of Cyprus,

Deeply concerned by recent threats for settlement of Varosha by people other than its inhabitants,

Reaffirming its continuing support for the United Nations Peace-keeping Force in Cyprus,

1. **Reaffirms** its resolution 541 (1983) and calls for its urgent and effective implementation,

2. **Condemns** all secessionist actions, including the purported exchange of Ambassadors between Turkey and the Turkish Cypriot leadership, declares them illegal and invalid and calls for their immediate withdrawal,

3. **Reiterates** the call upon all states not to recognize the purported state of the "Turkish Republic of Northern Cyprus" set by the secessionist acts and calls upon them not to facilitate or in any way assist the aforesaid secessionist entity,

4. **Calls upon** all states to respect the sovereignty, independence, territorial integrity, unity and non-alignment of the Republic of Cyprus,

5. **Considers** attempts to settle any part of Varosha by people other than its inhabitants as inadmissible and calls for the transfer of this area to the administration of the United Nations.

6. **Considers** any attempts to interfere with the status or the deployment of the United Nations Peace-Keeping Force in Cyprus as contrary to the resolutions of the United Nations,

7. **Requests** the Secretary-General to promote the urgent implementation of Security Council resolution 541 (1983),

8. **Reaffirms** its mandate of good offices given to the Secretary-General and requests him to undertake new efforts to attain an overall solution to the Cyprus problem in conformity with the principles of the Charter of the United Nations and the provisions for such a settlement laid down in the pertinent United Nations resolutions, including Security Council resolution 541 (1983) and the present resolution,

9. **Calls upon** all parties to co-operate with the Secretary-General in his mission of good offices,

10. **Decides** to remain seized of the situation with a view to taking, in the event of non-implementation of its resolution 541 (1983) and the present resolution, urgent and appropriate measures,

11. **Requests** the Secretary-General to promote the implementation of the present resolution and to report thereon to the Security Council as developments require."

Mr. Denktash asks for more

When Cyprus catches cold, the rest of the region shows a distinct tendency to sneeze. That is why both the growing tension in Cyprus and the Greek Government's endorsement of the neutralist Stockholm declaration, which calls for an immediate nuclear freeze, have been placed on the agenda for the NATO foreign ministers' conference in Washington today. Prime Minister Papandreou, the socialist leader of Greece, is often accused of taking an erratic and unpredictable attitude towards Western defence. Not so: he blows hot or cold primarily according to the state of play with Turkey. Over Cyprus, he has concluded that Ankara is in a diplomatically aggressive mood and that the big guns in NATO are doing nothing to register their displeasure if any. Hence the boat-rocking.

Greece now fears tension may increase in the next few weeks as the six-monthly mandate for the UN peacekeeping force in Cyprus comes up for renewal. The UN force is, technically, accredited to the government of the Republic of Cyprus which is only able to administer that two-thirds of the island not under Turkish control. Since the unrecognised Turkish Cypriot UDI last November, their leader, Mr. Rauf Denktash, has refused to accept the writ of the UN force. But he has allowed UNFICYP soldiers to continue their essential monitoring on his territory, as "guests". Now, he warns, that privilege will be withdrawn unless the UN recognises his "Turkish State of Northern Cyprus". That the Security Council clearly will not do. For the position of the UN, since 1974, has been that Northern Cyprus is under Turkish occupation and that the Denktash administration is illegal. The Security Council wants a negotiated settlement, it is true. But it consistently refuses to legitimise the invasion or the mini-state which emerged from it.

At the time, Mr. Denktash wrapped UDI in a plethora of platitudes: independence was design "not to hinder but to facilitate the establishment of a genuine federation." He appealed to the secretary-general to continue his shuttle diplomacy in search of a negotiated settlement. Since then, however, it has become increasingly difficult to believe that Mr. Denktash has any inclination to come to formal, federal terms with his Greek Cypriot neighbours. Still less, that Ankara is an unwilling Goliath, being dragged along by a sophisticated David, based in northern Cyprus.

Turkey and Turkish Cyprus exchanged ambassadors on the very day the UN special representative was in Nicosia asking both sides to "freeze" things. Then came threats of a referendum to endorse a new "independence" constitution, to be followed in short order by election. In London next month Mr. Denktash and the Turkish

ambassador to the UK will be joint guests of honour at a banquet for bankers and "international business circles" sponsored by leading Turkish banks. The purpose is to encourage Britain's fast growing trade -- a trade of dubious legality -- with the North. Mr. Denktash is systematically building upon UDI. He is calculatingly subverting the UN-mediated solution he claims to seek. And he is apparently doing it all with the blessings of Ankara. Small wonder there is a degree of twitching from Turkey's Nato neighbour, Greece.

The Guardian, May 29, 1984

ON GREECE'S RETURN TO NATO

"What I Promised Evren"

For the first time the entire background to Greece's rejoining the military organization of NATO has been revealed - the person who played the principal role in the whole story, the Supreme Allied Commander Europe, General Bernard Rodgers.

In an interview given to the well-known Turkish journalist Mehmet Ali Birad and published in "Millet" the American general reveals that he gave his word to General Evren that the famous agreement which bears his hame would be implemented. He also describes his discussions with Greek Premier Andreas Papandreou and adds that he is optimistic that the means will eventually be found which can be accepted by all parties.

General Rodgers also confirms - in an indirect and diplomatic manner - that there exists a secret NATO report which states that there is no international agreement placing limitations on the arming of the Greek island of Lemnos. In answer to a question from Mr. Birad, General Rodgers admits that such a legal opinion of NATO exists, but maintains that the dispute which has arisen should be solved by the two countries between themselves.

This report, signed by the Legal Advisor of NATO R.A.E. Boyle, includes the following statement:

"Although SHAPE has no authority to rule on the interpretations of the international conventions referred to, it is my personal opinion that the Turkish interpretation is inconcsistent with our understanding of the agreements involved."

Mr. Birad, reviewing developments on the issue of Greece, Turkey, NATO and the Rodgers Plan, reaches the following conclusion:

"With the Greek elections coming up in 1985, there is no possibility of a change in the Aegean at present. It is, however, of interest that General Rodgers does not rule out the idea of a second line of defense in the Aegean, nor does he say outright that Lemnos will not be included in NATO's plans for military exercises. NATO does not fully share Turkey's policy in the Aegean to the extent that we maintain that it does."

Question (Birad): Greece returned to the military wing of NATO on 15 October 1980 with the signing of the Rodgers Agreement and the lifting of Turkey's veto, but Mr. Papandreou's government has not implemented the Agreement. Today, four years later, can

we say that the Rodgers Agreement is defunct?

Answer (Rodgers): Most certainly not. First of all, the matter of the Agreement dealing with the return of Greece to the military organization of NATO was a success. The duty which we were assigned was to find a way for the return of the Greek forces to the military wing of NATO. The point at which it has not yet succeeded is over the land forces command at Larissa and the seventh ATAF.

Q: If one of the two sides which has signed the Agreement says that it will not implement one of its two parts, where the two ought to go together within the Agreement, does this not mean that the Agreement is defunct - that is cannot be implemented?

A: A basic aim of the Agreement was the return of the Greek forces to the military wing of NATO. My duty was to find the way for this return to take place.

The New Arrangement in the Aegean

Q: But that was one part of the Agreement. Turkey signed the Agreement for - the new arrangement for operational responsibility in the Aegean and in the spirit of not returning to the state of affairs prior to 1974.

A: The basic aim was to bring Greece back - and it is still in the military organization. The Prime Minister (Papandreou) has not withdrawan his forces. They remain where they are. Viewed drom this angle, the Agreement continues in force and it cannot be said that because the second part has not been implemented, the Agreement is defunct.

Q: Very well, but the second part is not operating.

A: Correct. But I am optimistic. I am sure that some means will be found which can be accepted by all parties.

"You Gave Your Word to Evren..."

Q: You personally gave your word to Evren, who was then General Chief of Staff, at the time that the Agreement was signed, to the effect that it would be implemented in full and that it would not be forgotten in the return of Greece to NATO. What became of that promise?

A: Yes, I did to some extent give my word. It concerned the manner in which certain fundamental arrangements in the Agreement would be implemented by basic agreements between Turkey and the Greek Government. When I was fighting to get the Agreement accepted, I paid frequent visits to Turkey and each

time General Evren found the time for us to hold discussions. For this reason, General Evren is well aware of the history of the four paragraphs of the Agreement - because that history has a direct bearing on the language of the Agreement. They cannot be viewed separately. At each stage General Evren was involved. AT the same time, I had not received permission to visit Greece. I was forced to hold discussions with whoever the Greek Government sent. Of those that I spoke with at that time, only one presently holds office in the Greek Government. For this reason there are today three men who know that history - General Evren, myself and my aide at the time, Papayiorgis.

Q: I am not aware of all the details. The way I see the situation is as follows: An agreement is signed for the return of Greece to the military wing of NATO; that is Turkey lifts its veto on condition that everything contained in the agreement is implemented. Greece returns to the military organization, but when the part of the agreement which Turkey has been waiting for - to do with arrangements in the Aegean - Greece says "Sorry, I can't implement that part of the Agreement." Now I, as a Turk, see the situation that has arisen. Turkey has been tricked and I regard it as wrong for Turkey to have withdrawn her veto. As I see it, since Greece is not fulfilling its commitment, Turkey should ask for it to withdraw again from the military organization.

A: You say that the Agreement is defunct. For me that is a mistaken assessment. Very well. In that case, what was I doing in Athens recently? Do you think it was the weather that I was disucssing with the Prime Minister?

Q: Yes, I was concerned about that. I was wondering what you were doing...

A: Discussions are still going on over this matter. We are discussing the implementation in full of the Agreement. I can't go into details. I can't reveal the content of my discussion with the Greek Prime Minister.

Q: At any rate, are you optimistic?

A: If I were not optimistic, I should not still be making efforts to have the Agreement implemented in full. We have had to face situations such as the impossibility of implementation. But I am optimistic that a means will be found for its implementation which can be accepted by all parties.

Q: So, when do you expect to see some result? When will it be implemented?

A: I don't wish to give a date. The choice of a time schedule for the continuations of this contacts must be correctly made.

We must be careful because this country has an election period which may have some influence... I don't know.

Arrangements before 1984

Q: As Supreme Allied Commander Europe, do you accept that in the Aegean new arrangements are needed? This was the issue in this Agreement.

A: On this point the Agreement is not couched in clear language. In the event of war, the question of how operational control in the Aegean would be handled for its better defense by NATO and how this would be implemented will be determined by all parties. I can't predict from now what the result will be.

Q: You mean that there will be a return to the state of affairs prior to 1974? There is no need for a new arrangement?

A: The arrangements prior to 1974 will not, perhaps, be totally written off, because, when the leaders sit down to discussions, when they talk about how to settle these arrangements, it is possible that they will agree that it may be better for the arrangements prior to 1974 to stay. The commands of Greece, Turkey and my own will be represented in these discussions. Just as it is possible for it to be regarded as the best formula for the pre-1974 situation to remain, so new amendments may be made, depending on how the Warsaw Pact would attack in the Aegean. Nothing can be said from now.

The Lemnos Issue

Q: It has been stated in a Greek newspaper that in a document prepared by SHAPE mention is made of the need to arm Lemnos. Does any such document exist?

A: I can't embark upon an issue such as the bilateral disputes between Greece and Turkey and of how the islands should be armed - or not - within the framework of the Treaties of Montreux and Lausanne... The question of how those treaties are interpreted and of how the problem is to be solved must be determined by the two sides. I can't solve it myself. Comment from a legal expert cannot change anything in international agreements. But everyone should be well aware that, as Supreme Allied Commander Europe, I have the duty of protecting every inch of territory of each member-state. This includes every Greek and every Turkish ISLAND. For this reason, I guard the Greek islands as jealously as I guard German territory. No one should have any doubts about that. That is my responsibility and I have every intention of carrying it out. But I have no intention of using this responsibility to intervene in bilateral issues between Greece and Turkey and bring influence to bear or take one side or

the other. That is my own position - and, consequently, that of all the commanders who work with me.

Q: So, in other words, Turkey ought not to show so much sensitivity about Lemnos being included in the plans for exercises?

A: My wish is for Turkey and Greece to solve as quickly as possible this bilateral dispute between them. In this way, neither of the two... I don't want to give an answer to this question. Only a formula or catalyst must be found such that neither the one nor the other withdraws from NATO exercises because of this dispute. We cannot resolve this difference within the framework of NATO. Sometmes one side, sometimes the other asks us to do something. Then later they may use our conduct to support their own interpretation. We are very careful not to do this.

Spotlight, August 15, 1984

This extract from the interview is reprinted from the newspaper To Vima (a Greek daily published in Athens), August 19, 1984.

ACTIVITES ACADEMIQUES/ACADEMIC ACTIVITIES

Conférence de l'ambassadeur de Grèce

Son Excellence M. Emmanuel Megalokonomos, ambassadeur de Grèce à Ottawa, a prononcé, le 29 october 1984, à l'Université de Montréal, devant un auditoire attentif, une conférence publique intitulée: "Les valeurs permanentes de l'Hellénisme". Monsieur l'ambassadeur était accompagné de monsieur Pétros Anghélakis, consul général de Grèce a Montréal; ils ont été reçus par monsieur Paul Lacoste, recteur, par Monsieur Jacques Ménard, vice-recteur, et par monsieur Roland Rivest, doyen de la Faculté des arts et des sciences, avec lesquels ils ont eu des entretiens d'intérêts réciproques. L'événement était organisé par la Section d'études néo-helléniques de l'Université de Montréal.

Jacques Bouchard

Lancement d'**Anthumes**, recueil de poèmes de **Stephanos Constantinides**

La SECTION D'ÉTUDES NÉO-HELLÉNIQUES a procédé, le 14 novembre dernier, a l'Université de Montréal, au lancement du recueil de poèmes de STEPHANOS CONSTANTINIDES, intitulé ANTHUMES, en présence de monsieur Petros Anghelakis, Consul général de Grèce à Montréal, de monsieur Manolis Lanaris, conseiller pédagogique au Consulat de Grèce, et de monsieur Hans-Herbert Räkel, directeur du Département d'études anciennes et mondernes.

Le recueil comprend une introduction, un choix de poèmes en grec et en traduction francaise, ainsi que des notes explicatives procures par Jacques Bouchard, chef de la Section d'études néo-helléniques. L'édition a été realisée grâce au concours de Tina Ioannou, chargée de cours à la Section, de Dominique Davidson, ancienne élève, qui a concu la présentation graphique du recueil, et enfin de Thalia Constantinides, épouse du poète.

Chypriote de naissance, installé a Montréal depuis 1976, Constantinides livre au lecteur en des poèmes rudes et tendres ses expériences de Grec-chypriote et d'intellectuel émigré.

Jacques Bouchard

RESEARCH NOTE*

LEONIDAS BOMBAS is in the process of preparing a brief report concerning the establishment of a Greek-day trilingual high school in Montreal. Based on the already existing literature regarding the overall positive outcomes of bilingual education in general and the seemingly encouraging results from "Socrate" graduates (Greek-day trinlingual primary school), the possibility for establishing a high school is examined.

The report consists of the following sections:

a) Synoptic review of the literature on bilingual and/or trilingual education;
b) Brief historical account of the Greek trilingual education in Montreal;
c) Data analysis from a small-scale survey conducted among members of the Greek community in Montreal concerning the establishment of a Greek-day high school; and
d) Tentative conclusions and recommendations.

A total of 118 Montrealers of Greek descent residing in and around the City of Montreal participated in this survey. They responded to a semi-structured interview schedule based on six separate questions. Of the 118 who agreed to participate, 65 were "non enclave" residents (outside the so-called Greek neighborhoods of Montreal) whereas the rest (53) were living within the Greek enclave (Park Extension/Park Avenue areas).

On the whole, there seems to be an overwhelming support in the Greek community for the establishment of a Greek-day high school. Some reservations were expressed, however, concerning the effectiveness of such a school in assisting Greek origin children to adapt to the society at large.

A detailed account of this research along with all its recommendations will be published shortly and a more detailed summary of the report will appear in the next issue of HELLENIC STUDIES.

*This work has been supported by the office of Christos Sirros, the Greek origin member at the Quebec National Assembly (Laurier district, Montreal).

Leonidas Bombas

B I B L I O G R A P H Y

Canadian Archaeological Institute of Athens
New Accessions List, February, 1984

THE ANTHROPOLOGY AND ETHNOARCHAEOLOGY OF GREECE AND THE MEDITERRANEAN

S. Ardener, **Women and Space.** London 1981. includes articles on modern Greece by Renee Hirschon and Lidia Sciama

Benaki Museum Photographic Archive, **Traditional Methods of Cultivation in Greece** (in Greek with English summary). Athens 1978

J. du Boulay, **Portrait of a Greek Mountain Village.** Oxford 1974

J. Campbell, **Honour, Familly, and Patronage.** Oxford 1964

L. Danforth, **The Death Rituals of Rural Greece.** Princeton 1982

J. Davis, **People of the Mediterranean.** London 1977

I. Demakopoulou, **Anthologia Ellenikes Arkhitektonikes. He Katoikia sten Ellada apo to 15ο sto 20ο aiona.** Athens 1981

E. Freidl, **Vasilika. A Village in Modern Greece.** New York 1962

N. Graburn (ed.) **Ethnic and Tourist Arts. Cultural Expressions from the Fourth World.** London 1976

P. Loizos, **The Heart Grown Bitter.** Cambridge 1981

M. Mauss, **The Gift.** London 1966. with introduction by E. Evans-Pritchard

B. Orme, **Anthropology for Archaeologitsts.** London 1981

J. Peristiany (ed.), **Mediterranean Family Structures.** Cambridge 1976

J. Pitt-Rivers, **The Fate of Shechem, of the Politics of Sex. Essays in the Anthropology of the Mediterranean.** Cambridge 1977

V. Smith (ed.), **Hosts and Guests. The Anthropology of Tourism.** Oxford 1978

Special Issues of Periodicals

Archaeological Review from Cambridge 2:2, 1983. Ethnoarchaeology. includes article by G. Jones on crop procession based on field work in Amorgos

Artscanada December 1973/January 1974. Stones, Bones and Skin: Ritual and Shamanic Art

Expedition 19.1, 1976. (Greek ethnography and ethnoarchaeology). articles by Jameson, Forbes, Koster

Greek Review of Social Research. Special Number 1981. Aspects du changement social dans la campagne grecque

World Archaeology 3:2, 1971. Archaeology and Ethnography

Other Periodicals

Mediterranean Studies I.2, II.1, 1980. includes studies on emigration from Greek villages, tourism on Mykonos

Offprints

F. Aalen, The Cycladic House in South Evvoia, Greece, **Vernacular Architecture** 12 (19829)
J. Boissevain, Towards a Social Anthropology of the Mediterranean, **Current Anthropology** 20 (1979)
H. Forbes and L. Foxhall, The Queen of all Trees. Preliminary Notes on the Archaeology of the Olive. **Expedition** 21.1, ,1978
P. Murray and C. Chang, An Ethnoarchaeological Study of a Contemporary Herder's Site, **Journal of Field Archaeology** 8 (1981)
C. Runnels, Flaked-Stone Artifacts in Greece during the Historical Period, **Journal of Field Archaeology** 9 (1982)
J. Wagstaff, The Study of Greek Rural Settlements: A Review of the Literature, **Erdkunde** 22 (1969)
----------, War and Settlement Desertion in the Morea, 1685-1830, **Institute of British Geographers,** Transactions n.s. 3 (1977)

Canadian Archaeological Institute of Athens
New Accessions List, May, 1984

THE ANTHROPOLOGY AND ETHNOARCHAEOLOGY OF GREECE AND THE MEDITERRANEAN

American Anthropological Association. **Guide to Departments of Anthropology 1983-1984**
M. Alexiou, **The Ritual Lament in Greek Tradition.** Cambridge 1974
R. and E. Blum, **The Dangerous Hour. The Lore and Culture of Crisis and Mystery in Rural Greece.** London 1970
E. Gellner, **Muslim Society.** Cambridge 1981
E. Gellner (ed.), **Soviet and Western Anthropology.** London 1980. articles by J. Goody on Thought and Writing; T. Shanin on The Conceptual Reappearance of Peasantry in Anglo-Saxon Social Science
E. Gellner and J. Waterbury (eds.), **Patrons and Clients in Mediterranean Societies.** London 1977
A. Hatzimichali, **The Greek Folk Costume,** vol. I. Athens 1979
M. Herzfeld, **Ours Once More. Folklore, Ideology, and the Making of Modern Greece.** Austin, Texas, 1982
R. Hirschon (ed.), **Women and Property--Women as Property.**

London 1984
I. Hodder,**The Present Past. An Introduction to Anthropology for Archaeologists.** Cambridge 1982
---------, **Symbols in Action. Ethnoarchaeological Studies of Material Culture.** Cambridge 1982
S. Humphreys, **Anthropology and the Greeks.** London 1978
K. Kakouri, **Dionysiaka. Aspects of the Popular Thracian Religion of Today.** Athens 1965
K. Karavida, **Agrotika. Ereuna epi tis oikonomikis kai koinonikis morphologias en Elladi kai en tais geitonikais slauikais khorais.** Athens 1978 (reprint of 1931 edition)
M. Kenny and D. Kertzer (eds.), **Urban Life in Mediterranean Europe. Anthropological Perspectives.** Urbana/London 1983
C. Kluckhohn, **Anthropology and the Classics.** Providence, Rhode Island 1961
P. Loizos, **The Greek Gift: Politics in a Cypriot Village.** Oxford 1975
J. Lambiri-Dimaki,**Social Stratification in Greece 1962-1982** Athens 1983
E. Leach, **Social Anthropology.** Glasgow 1982
P. Mikheli, **To Elliniko Laiko Spiti.** Athens 1981
P.-Y. Pechoux, **Les Paysans de la rive Orientale du Bas Nestos (Thrace grecque).** Athens 1969
D. Philippides (ed.), **Greek Traditional Architecture, Vol.I (Eastern Aegean Sporades, Ionian Islands) and vol.II (Aegean: Cyclades).** Athens 1983
G. Rips, **Coming to America. Immigrants from Southern Europe**
New York 1981
E. Said, **Orientalism.** London 1978
V. St.Erlich, **Family in Transition. A Study of 300 Yugoslav Villages** Princeton 1966
P. Stathopoulos, **The Greeks of Montreal.** Athens 1971
E. Tooker (ed.), **Ethnography by Archaeologists. The 1978 Proceedings of the American Ethnological Society.** Washington, D.C. 1982. articles by H. Conklin on ethnoarchaeology, J. Sallade and D. Braun on subsistence territories in Cyprus

Offprints

E. Gellner, Nationalism and the Two Forms of Cohesion in Complex Societies, **Proceedings of the British Academy** 68 (1982)
M. Herzfeld, Interpreting Kinship Terminology: The Problem of Patriliny in Greece, **Anthropological Quarterly** 56.4 (1983)
B. Orme, Twentieth-Century Prehistorians and the Idea of Ethnographic Parallels, **Man** 9 (1974)

LIVRES RECUS/BOOKS RECEIVED

Théodore Grammatas, **Surnoms: Personne et Personnages de Nikos Kazantzakis.** Tire a part de "Dodoni", Ioannina, 1982.

Théodore Grammatas, **Deux textes contre Coray: Les "Korakistiques" de J.R. Neroulos et le "Reve" de A. Christopoulos.** Tire a part de "Dodoni", Ioannina, 1983.

Collection: Identités ethno-culturelles

LES GRECS DU QUÉBEC

Analyse historique et sociologique

Stephanos Constantinides

1983

ÉDITIONS O METOIKOS — LE MÉTÈQUE

Leonidas C. Bombas

GREEKS IN CANADA

(An annotated Bibliography)

SECOND EDITION
(Updated - Revised)

Hell. Psych. & Pedag. Institute, Montréal 1985

Advice to Contributors

Three copies of all manuscripts, typewritten, double-spaced should be submitted. Manuscripts should follow the APA Manual, or the MLA Style Sheet or be consistent with practice in the discipline of each particular author.

The Hellenic Research Centre, the Editors and Editorial Board of *Hellenic Studies* take no responsibility for the opinions or data presented by contributors to the journal.

Manuscripts, published or unpublished, are not returned.

Avis aux collaborateurs

Les textes doivent être soumis en trois exemplaires dactylographiés à double interligne et conformément à la présentation en usage.

Le Centre de Recherches Helléniques, les Éditeurs et le Comité de rédaction de la revue *Études Helléniques* déclinent toute responsabilité quant aux opinions exprimées par les auteurs des articles.

Les manuscrits, publiés ou non, ne sont pas retournés à leurs auteurs.

Conception graphique: Iraklis Théodorakopoulos